

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques et Economiques)

La Dépopulation

dans les

Arrondissements de Mende et de Marvejols

(Lozère)

PAR

PAUL ROQUEPLO

Docteur en Droit

MEMBRES DU JURY :

Président..... M. SOUCHON.

Professeur..... M. TRUCHY.

Agrégé..... M. RIST.

*Acte public de soutenance
le 3 juin 1914, à 3 heures.*



RODEZ

IMPRIMERIE CARRÈRE

(MAISON FONDÉE EN 1624)

1914

La Dépopulation

**dans les Arrondissements de Mende et de Marvejols
(Lozère)**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551616_0030

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques et Economiques)

La Dépopulation

dans les

Arrondissements de Mende et de Marvejols

(Lozère)

PAR

PAUL ROQUEPLO

Docteur en Droit



MEMBRES DU JURY :

Président..... M. SOUCHON.

Professeur..... M. TRUCHY.

Agrégé..... M. RIST.

Acte public de soutenance
le 3 juin 1914, à 3 heures.



RODEZ

IMPRIMERIE CARRÈRE

(MAISON FONDÉE EN 1624)

1914

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être con-
sidérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

La Lozère. — Aperçu géographique et historique. — Sol, climat, production.

Les arrondissements de Mende et de Marvejols, situés en Lozère, au sud du Massif Central, forment la plus grande partie de l'ancienne province de Gévaudan connue au temps des Romains sous le nom de pays des Gabales (1).

Ces régions sont le cœur du Massif Central, et, la principale cause de leur importance antique était leur situation à cheval sur la grande route romaine de

(1) Le Gévaudan comprend 2 parties correspondant à des conditions géographiques bien distinctes :

1^o Les Cévennes ou bas Gévaudan, pays schisteux appartenant pour la plus grande partie au Bassin Méditerranéen.

2^o Le Haut Gévaudan comprenant les Causses et la Montagne. Il correspond à peu près exactement aux arrondissements de Mende et de Marvejols que nous allons étudier. Ce sont des régions calcaires et granitiques faisant partie des bassins de la Loire et de la Garonne.

Lyon à Toulouse qui les traverse de part en part, de Châteauneuf-de-Randon, où mourut Duguesclin, jusqu'au delà de la Canourgue.

Elles étaient aussi traversées par les voies de communication qui, de Nîmes, Arles, Montpellier, etc..., de toute la basse Narbonnaise, remontaient vers l'Auvergne et le Limousin : ce sont les pistes de transhumance, les drayes, utilisées de tout temps et où passent encore plus de 80.000 moutons chaque printemps.

Enfin ces régions forment un nœud hydrographique de première importance. C'est leur toit à triple pente qui partage les eaux des 470 ruisseaux qui y naissent entre les trois bassins de la Garonne, de la Loire et du Rhône, et les communications sont relativement faciles entre les hautes vallées des tributaires de ces fleuves.

Dans l'antiquité, ces régions furent fort importantes ; on y trouvait quelques grandes villes, entr'autres Javols, ancienne colonie Grecque ou Marseillaise, connue alors sous le nom de Andériton et qui, au IV^e siècle, eut jusqu'à 30.000 habitants. Il n'en reste plus que des ruines sans importance, quelques débris de quais le long du Triboulin, des thermes, des colonnes, une table sonnante : vestiges ultimes d'un passé glorieux.

Plus au sud, et dans une riante vallée, nous trouvons, datant toujours du IV^e siècle, Banassac qui compta, dit-on, 40.000 habitants. Des fouilles récentes, aujourd'hui abandonnées, ont mis au jour des thermes et des fours à poteries.

L'industrie de la céramique y était fort importante

et on a retrouvé, non seulement dans tout le Midi mais presque dans tout le monde civilisé, à Naples, à Pompéï, etc..., la marque Banassaquoise.

A la chute de l'empire, les Mérovingiens installèrent un comte en Gévaudan ; il devint rapidement indépendant. Au ^x^e siècle, nous perdons ses traces et nous ne savons plus rien sur le pays, jusqu'en 1161, où la Bulle d'Or nous indique que le pouvoir des comtes avait passé à l'évêque de Mende. A la même époque 1172, la descendante des comtes de Gévaudan, Douce, épouse le comte de Barcelone, et tout le pays des Causses devient Arragonais pour un siècle. Mais au traité de Corbeil, en 1268, le Gévaudan fit retour à la France. Situation bizarre, le roi y était vassal de l'évêque. D'où, procès jusqu'au paréage de 1306, par lequel le roi et l'évêque établissaient à égalité leur condominium sur le pays : juges nommés par l'un et par l'autre, cour présidée alternativement par le bailli de l'évêque et par celui du roi. Cela dura jusqu'en 1789.

Protégé par ses montagnes, le Gévaudan resta à l'écart des grandes opérations politiques et militaires. Nous ne pouvons citer que le passage des Anglais et celui de Duguesclin. Mais les luttes religieuses ensanglantèrent le pays durant les ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Tout fut ravagé par Peyre, Merle, Joyeuse, les Camisards et les Dragonnades. Les haines religieuses y sont encore à peine moins vives qu'il y a trois siècles et n'ont pas peu contribué à donner aux habitants de ces régions un type fortement différencié d'avec la moyenne Française.

Enfin la Révolution y fut particulièrement mouvementée et les grands souvenirs des martyrs de la Malène et de Charrier transmis par la tradition orale se sont conservés vivants dans les esprits.

C'est cette région isolée du reste de la France par toute une barrière de montagnes et par la force de ses traditions locales encore bien vivantes, que nous allons étudier. Plus qu'ailleurs peut-être, les conditions géologiques et géographiques, le sol et le climat, influèrent et influent encore sur la vie et la mentalité des habitants. Nous allons parcourir ce pays rapidement. Il se compose de deux régions nettement distinctes.

D'abord un immense arc de cercle de terrain primaire, connu sous le nom de « montagne » ouvert au sud-ouest et composé : de la Lozère, plateau granitique de 35 kilomètres de long sur 15 de large, d'altitude moyenne d'environ 1400 mètres et qui culmine au pic de Finiels à 1702 mètres. Région absolument désertique ravagée par le déboisement, et dont seuls les versants portent encore quelques maigres pâturages.

Plus au nord, la Margeride reliée au Lozère par les schistes du Goulet. C'est une longue et large voussure granitique, riche en pâturages, mais couverte aussi de bruyères et de tourbières dans les bas-fonds. Des anciennes forêts qui la couvrirent au moyen âge il ne reste que des débris insignifiants.

On y trouve de vastes plateaux absolument incultes, tel celui du Palais du roi ; l'altitude moyenne y est très forte, environ 1300 mètres et les points cul-

minants (le Randon, 1554) ne sont que de simples croupes arrondies.

Enfin, à l'Ouest, l'Aubrac, massif elliptique, limité par la Colagne, la Truyère et le Lot. Le soubassement granitique y est recouvert de larges coulées de laves et de basaltes.

Déboisé comme les précédentes régions mais d'altitude plus faible (Maillebiau 1470), l'Aubrac est moins pauvre, c'est le pays des prairies, un vaste désert d'herbages, coupés de petits bois de pins et de hêtres.

La seconde région, située au centre de l'arc décrit par les masses granitiques dont nous venons de parler, est celle des Causses dont une partie seulement, le Causse de Sauveterre, appartient aux arrondissements de Mende et de Marvejols.

Les Causses sont de vastes plateaux calcaires d'altitude moyenne de 900 à 1000 mètres.

Cette étendue immense ne forme qu'un seul bloc creusé de cassures étroites et profondes, de cañons qui s'enfoncent de 5 à 600 mètres entre de gigantesques escarpements. Le plus curieux est celui du Tarn.

Ces cañons et ces gorges splendides ne sont pas la seule beauté naturelle de cette région, peut-être la plus curieuse de France. Les érosions ont sculpté les roches, ne laissant en relief que les noyaux les plus durs, qui affectent ainsi des formes bizarres (créneaux, vases, sabots), d'autant plus étonnantes que les oxydes minéraux les colorent de façon éclatante en rouge, bleu, violet, etc...

Les eaux ne séjournent pas sur le plateau à cause de sa perméabilité, et ont creusé, à l'intérieur, des

grottes et des avens célèbres (1). « Ces larges tables calcaires sont d'une extrême tristesse. Elles furent autrefois boisées et habitées ; les ossements humains sont nombreux dans leurs cavernes, ainsi que les dolmens sur les plateaux. Le déboisement commencé au xiv^e siècle a été achevé sous la Révolution (2). Dès lors, les Causses sont devenus infertiles et déserts, ce sont de grandes étendues pierreuses, sans terre végétale, couvertes de neige en hiver, complètement dénuées d'eau en été, battues toute l'année de vents violents. La culture n'y prospère que dans les sotchs, cuvettes où s'amasse la terre végétale portée par les eaux. Peu d'arbres, quelques maigres champs de blé, des troupeaux de moutons, très peu d'hommes ; on compte à peine un habitant par 20 hectares sur le Causse Méjean. »

Telles sont dans leurs grandes lignes les régions que nous allons étudier. Il est facile de prévoir que nous allons nous trouver en face d'un pays pauvre et rude.

Presque toute la vie et toute l'activité semblent s'être réfugiées dans les vallées, dont quelques-unes sont d'une remarquable fertilité. Là les villages se succèdent assez rapidement. Là se trouvent les plus importantes agglomérations : Dans la Vallée du Lot, Mende, vieille ville moyenâgeuse tapie au pied du Causse et dont les 6000 habitants se serrent autour de leur antique Cathédrale. Sur la Colagne, au débouché

(1) Schrader et Gallouédec.

(2) Exception faite de l'extrémité sud-ouest du Causse de Sauveterre qui compte encore quelques bois de pins.

des hautes vallées de la Margeride et de l'Aubrac, Marvéjols, 3 à 4.000 habitants. autrefois renommé pour ses industries textiles. Sur l'Allier, Langogne, le centre commercial le plus important de Lozère. Sur l'Uzège, dont il utilise les eaux comme force motrice, le groupe de la Canourgue-Banassac en plein développement.

Malgré ces oasis fertiles et relativement riches, l'ensemble du pays est d'une grande stérilité ; il suffit pour s'en convaincre de jeter les yeux sur les statistiques agricoles, d'y rechercher la proportion de terres cultes et incultes et de les comparer à la moyenne française. Le tableau ci-après donne les chiffres fournis par la statistique agricole annuelle de 1910.

Superficie totale du territoire : 516.667 hectares, ainsi répartis :

	Nombre d'Hectares	Pour 100 du territoire		
		Lozère	France	
A. Terres labourables.....	125.180	24,2 0/0	44,8 0/0	En moins pour la Lozère. 20,6 0/0
B. Prés naturels.....	42.730	8,35 0/0	9,2 0/0	— 0,85 0/0
C. Herbages.....	8.210	1,50 0/0	2,96 0/0	— 1,46 0/0
D. Pâturages et Pacages.....	187.240	36,36 0/0	14,55 0/0	En plus 21,8 0/0
E. Cultures diverses (Arbustes, etc.)	19.620	3,80 0/0	2,1 0/0	— 1,7 0/0
F. Bois et Forêts ⁽¹⁾	54.612	10,5 0/0	17,6 0/0	En moins 7,1 0/0
G. Terres incultes.....	65.090	12,8 0/0	7,4 0/0	En plus 5,4 0/0
H. Autres terres (Routes, etc.)	13.985			

(1) Auxquels il faut ajouter 17.313 h. de séries de reboisement jeunes pris en grande partie sur les pacages et terres incultes.
Ce qui porte à 14 le pour cent de boisement du pays.

Ces chiffres suffisent à démontrer ce que nous disions plus haut de la pauvreté du sol. Le pourcentage des terres est, en effet, inférieur, de façon très sensible, à la moyenne française, pour à peu près toutes les catégories du tableau précédent, spécialement pour ce qui est des terres labourables (la proportion des terres labourables au sol total est pour la Lozère un demi de la proportion française), les prés, les herbages.

Et encore faut-il remarquer que les chiffres cités ci-dessus le sont d'après le cadastre, et que depuis l'époque de sa confection bien des transformations ont eu lieu. Bon nombre de bois ont été coupés. Dans la région des Causses, par suite de la cherté de la main-d'œuvre, nombreux sont les champs autrefois cultivés, et en friche maintenant depuis des dizaines d'années. Dans certaines régions, un tiers des terres labourables est dans ce cas. Enfin, par suite de la dégradation des montagnes, dans cette région à pentes abruptes, les formidables orages d'été ont lavé le pays, emportant au loin la terre, n'y laissant que la roche nue qui, en bien des points, maintenant, étale au soleil sa blancheur désolée, là où, autrefois, se voyaient de verts pâturages.

Dans la partie sud des arrondissements, celle qui s'étend des grands Causses jusqu'au delà du Lozère aux Cévennes de la Gardonnenque, dans toute cette région, à cheval entre la Méditerranée et l'Océan, où les précipitations d'eau sont spécialement violentes et capables, par exemple, d'élever de 15 mètres, en 4 heures, le niveau du Tarn, à Sainte-Enimie,

elles ont été aidées, dans leur œuvre de ruine, par ce terrible ennemi de la montagne qu'est le mouton.

C'est, en effet, dans ces régions que sévit, le plus gravement, le mal de la transhumance, et c'est par les dizaines de milliers de moutons Languedociens qui viennent y passer l'été que les hautes croupes du Lozère ont été dénudées. Nulle part, peut-être, plus que là, ne se réalise le dicton : « Le mouton chasse l'homme. »

Cette infériorité de pourcentage, par rapport à la moyenne française, se retrouve pour toutes les catégories, sauf trois :

- 1° Pâturages et pacages ou sa supériorité est de 21,81 %
- 2° Cultures arbustives. 1,7 %
- 3° Terres incultes. 5,4 %

Or, ces trois catégories sont précisément celles qui renferment les terres les moins riches, celles qui ne peuvent permettre que des formes rudimentaires d'agriculture.

Encore faut-il ne pas trop se fier à ces classifications et se représenter, par exemple, les pacages et pâturages Lozériens, sous le même aspect que les vertes campagnes de Normandie. Ce n'est que par suite de la pauvreté du vocabulaire français que les pâturages normands portent les mêmes noms que les nôtres. Sont, en effet, marqués comme pâtures sur les matrices, surtout dans la région des Causses, de vastes étendues absolument incultes et infertiles, couvertes d'un gazon ras, d'herbes aromatiques, de thym et de

lavande, ou, dans les bonnes années, les troupeaux de brebis arrivent à manger à peu près à leur faim et deviennent d'une qualité supérieure qui les fait rechercher aussi bien comme viande de boucherie que comme producteurs de lait pour les fromageries de Roquefort, mais où, par temps de sécheresse, ne subsistent plus, comme végétation, que des touffes de buis et quelques graminées fort dures.

Ce qui a lieu pour les pâturages a lieu aussi pour les forêts dont une grande partie ne donne qu'un rendement quasi nul. En effet, les 18.622 hectares de forêts domaniales (1), composés pour la plus grande partie de reboisement jeune, ne donnent aucun produit et de longtemps encore n'en donneront aucun.

Toutefois, l'agriculteur Lozérien est moins pauvre qu'on ne serait porté à le croire d'après les sombres couleurs des tableaux que nous venons d'esquisser.

La population, en effet, est fort clairsemée et si le sol n'est pas riche chacun en a, du moins, un assez grand morceau.

De plus, la race qui est issue de cette terre rude est rude elle-même et ardente au travail. Vivant de peu, se nourrissant presque exclusivement de porc salé, de pommes de terre et de pain noir, ses besoins sont limités et elle y fait face sans trop de difficultés. Elle n'épargne ni son temps ni sa peine pour faire fructifier les champs sur lesquels elle vit

(1) En 1908, les forêts domaniales ont produit 0 fr. 19 par hectare.

et elle y réussit. C'est ainsi que si nous ouvrons l'enquête agricole de 1910, aux pages 16, 17 et suivantes, nous voyons que les rendements à l'hectare se rapprochent de la moyenne française pour :

	En Lozère	Moyenne française
1° Froment.....	12 h. 20	13 h. 85.
2° Méteil	11 h. 80	13 h. 93.

Et qu'ils dépassent la moyenne française pour :

	En Lozère	En France
1° Trèfle.....	60 »»	40 »»
2° Luzerne.....	75 »»	49 77
3° Sainfoin.....	40 »»	38 77
4° Prés naturels.	42 »»	31 23

Quoiqu'il en soit, le fait qui domine toute la vie Lozérienne c'est la pauvreté du sol, pauvreté qu'aucune richesse souterraine ne vient compenser. Peu ou pas d'exploitations minières en dehors des mines du Bleymard où travaillent environ 200 ouvriers. Peu ou mieux, plus d'industrie (nos tissages étant morts il y a un demi-siècle), c'est tout juste si on commence à tirer parti d'une de nos plus grandes richesses naturelles, la houille blanche. Dans ces régions montagneuses, à grandes pentes, à fortes pluies (1),

(1) La Lozère est, en effet, une des contrées françaises qui reçoit les plus fortes précipitations d'eau (Villefort 2 mètres 75, moyenne annuelle) et les longues neiges d'hiver, ainsi que les immenses reboisements sur les pentes, régularisent le débit des cours d'eau les rendant ainsi plus utilisables.

où les ruisseaux sont nombreux et abondants, la puissance des chutes d'eau représente un nombre de chevaux qu'on ne peut évaluer présentement, avec exactitude, mais qui n'est certainement pas inférieure à plusieurs dizaines de milliers. On peut prévoir qu'un jour ou l'autre ces énergies naturelles seront utilisées et répandront un peu d'aisance autour d'elles, mais là, encore, si beaucoup de projets sont dans l'air peu ont été réalisés jusqu'ici. Au reste, ces forces sont difficilement captables, car elles consistent, surtout, en ruisseaux de débit et de chutes moyens. On ne peut prévoir qu'un nombre limité d'installations dépassant 500 chevaux.

Au bout du compte nous ne voyons rien présentement dans ce pays à peu près exclusivement agricole qui puisse faire équilibre à la pauvreté du sol aggravée encore par la rigueur d'un climat vraiment Sibérien, qui laisse les villages s'endormir 3 et 4 mois sous la neige.

Dès octobre il gèle sur les hauteurs et pendant 5 mois le froid durera presque sans interruption. La neige fait son apparition en novembre et par couches épaisses parfois d'un mètre couvre le sol : tout disparaît, chemins, ruisseaux ; le terrible vent du Nord, la bise, balaie impitoyablement les grands plateaux, soulevant d'épais tourbillons de neige, l'entassant dans les creux par couches énormes appelées « congères » qui parfois atteignent 4 ou 5 mètres d'épaisseur et subsistent jusqu'en fin mai. Quand la tourmente sévit ainsi, il ne faut pas songer à sortir, l'atmosphère devient irrespirable, l'aspect du pays change à chaque instant, et

malgré les hautes pierres semblables à des menhirs dressées le long des routes pour en fixer la direction, il est presque impossible de garder son chemin. Presque chaque année se perdent dans la neige de malheureux égarés qu'on ne retrouve qu'au printemps quand le dégel arrive.

La violence de ces ouragans de neige est telle que parfois malgré les kilomètres de pare-neige en bois qui protègent les voies ferrées, les trains sont bloqués jusqu'à ce que des équipes de secours viennent les dégager.

Toutes les lignes de chemin de fer et plusieurs routes sont ainsi protégées par des palissades de bois, et cela n'a rien de très curieux, mais il y a mieux sur la ligne de Mende à la Bastide. Là, la tourmente est parfois si forte qu'après plusieurs années de service très irrégulier en temps de neige, la Compagnie du Midi s'est décidée à faire couvrir la voie sur une longueur de plusieurs kilomètres. De loin ces sortes de hangars ouverts sur les côtés et complètement fermés sur le haut font un effet étrange. Ils font songer à quelque gigantesque cloître. Nous ne connaissons rien de semblable en France (1).

(1) Voici pour donner une idée de ce qu'est l'hiver Lozérien la description d'un enterrement en temps de neige dans une paroisse de la Montagne du Goulet. Nous la tirons d'un journal local, *le Soc*, du 6 mars 1910, où elle se trouve au cours d'un article sur le « ski et le tourisme hivernal en haute Lozère »... « Les villages sommeillent, sans vie, sans nouvelles, lignes télégraphiques interrompues, facteurs bloqués par les neiges. Seuls prêtres et médecins dont le dé-

La rudesse de cet hiver Lozérien est un des phénomènes géographiques qui ont le plus influé sur les mouvements de la population.

vouement donne alors toute sa mesure essayent d'aller porter l'indispensable secours de leur art ou de la religion. Dans un hameau, à 5 kilomètres de l'église, une riche fermière mourait cet hiver. On attendit plusieurs jours la fin de la tourmente, puis il fallut songer à porter le corps en terre bénie. Et le ciel s'étant éclairci, un étrange cortège s'organisa. En tête, une douzaine de bœufs aiguillonnés par les bouviers suspendus d'une main à la queue des animaux ; derrière, dans la voie frayée à travers l'épais amoncellement de neige le cercueil fixé sur un traîneau, puis les parents à cheval. »



PREMIÈRE PARTIE

Etat démographique de la Lozère :
La dépopulation au cours de la seconde moitié
du XIX^e siècle.

CHAPITRE I.

Etat actuel de la population Lozérienne.

Maintenant que nous connaissons, ou du moins que nous commençons à connaître, les conditions de l'habitat humain en Lozère, nous allons, avant d'étudier les causes qui influent sur lui, rechercher quel est son état actuel, et quelles modifications il a subi au cours des 60 dernières années.

Tout d'abord, à la base de ce travail, nous devons placer la connaissance de la situation actuelle de la population dans les arrondissements de Mende et de Marvejols. Les recensements quinquennaux donnent pour la Lozère les renseignements suivants (1) :

(1) En l'absence de statistique par arrondissement séparé, nous avons pris pour base de ce travail les chiffres du département entier qui nous fournissent une approximation suffisante.

Population totale : 1901, 128.866.

1906, 123.560.

Population par sexe : 1906 : sexe masculin, 61.159.

sexe féminin, 62.401.

Soit 1.020 femmes pour 1.000 hommes, proportion qui a augmenté, comme dans toute la France d'ailleurs, depuis 10 ans, mais qui, actuellement, semble avoir une tendance à la baisse par suite de ce fait, que ce sont surtout les jeunes filles qui émigrent :

1896.....	1.007 femmes pour 1.000 hommes.
1901.....	1.030 — —
1906.....	1.020 — —

TABLEAU 1. — Population par âge pour 1.000 habitants.

	SEXE MASCULIN			SEXE FÉMININ		
	Moins de 20 ans	20 à 59	60 et plus	Moins de 20 ans	20 à 59	60 et plus
Lozère.....	4.309	4.444	1.247	4.210	4.618	1.172
France.....	3.488	5.330	1.182	3.362	5.036	1.332

TABLEAU 2. — Population par état matrimonial.

SEXE MASCULIN (au-dessus de 18 ans)			SEXE FÉMININ (au-dessus de 15 ans)		
Nombre total	Mariés	Célibataires	Nombre total	Mariées	Célibataires
36.689	21.038	12.478	41.691	21.306	14.560

TABLEAU 3. — Nuptialité moyenne pour cent.

	SEXE MASCULIN (au-dessus de 18 ans)			SEXE FÉMININ (au-dessus de 15 ans)		
	Célibataires	Mariés	Veufs et divorcés	Célibataires	Mariés	Veuves et Divorcées
Lozère.....	34,01 %	57,34 %	8,65 %	34,92 %	51,10 %	13,98 %
France	29,90	62,41	7,69	27,81	57,61	16,58

Il résulte des tableaux ci-dessus qu'en Lozère la proportion de la population féminine est un peu plus faible qu'en France.

Cette constatation sans grand intérêt une fois faite, nous abordons les questions de répartition de la population (tableau 1) et nous voyons que la Lozère vient au 5^e rang après le Finistère, le Morbihan, les Côtes-du-Nord, le Pas-de-Calais et la Corse, comme pourcentage des jeunes gens au-dessous de 20 ans : 43,09 % de la population, et au 4^e rang pour les jeunes filles avec 42,10 %.

Elle est également au 4^e rang et bien au-dessus de la moyenne française pour le nombre des hébés de moins de 1 an avec 286 contre 224,5 moyenne Française.

Cette forte proportion de jeunes nous permet de prévoir, en l'absence d'une forte natalité, l'habitude de recevoir des enfants en nourrice.

Si le pourcentage des jeunes gens et des enfants est supérieur à la moyenne française, par contre celui des adultes est notablement inférieur avec 44,44 contre 53,30 %. Ceci nous permet de voir dès maintenant que nous allons nous trouver dans un pays d'émigration.

Enfin pour compléter ces tableaux, disons que la Lozère ne compte que 7 étrangers sur 10.000 habitants et 4 naturalisés venant ainsi à l'avant-dernier rang.

Nous allons maintenant aborder les questions de répartition de la population par catégories professionnelles.

TABLEAU I. — Population totale active.

LOZÈRE	Ensemble	Chefs d'établissement	Employés		Ouvriers (1)	Chômeurs	Isolés
1896.....	49,848	15,689	19,977			681	12,503
% de la population.	37,7 %	11,80 %	16,60 %				
1901.....	48,172	20,155	16,526			618	10,873
% de la population.	37,4 %	16,22 %	12,80 %				
1906.....	52,156	27,227	3,283	11,725		285	9,636
% de la population.	42,2 %	22 %	12,14 %				
FRANCE							
1906.....	20,720,879	6,286,507	2,117,487	7,906,959		238,657	4,171,269
% de la population.	49,8	15,90 %	25 %				

(1) Aux recensements de 1901 et 1896, les catégories ouvriers et employés, mentionnées séparément en 1906, figuraient à la même rubrique « Personnel des établissements ». Pour comparer utilement, nous devons additionner ces deux catégories, en 1906, ce que nous avons fait pour obtenir le %.

TABLEAU II. — Population active : Pêche. Forêts. Agriculture.

SEXES RÉUNIS

LOZÈRE	Ensemble	Chefs d'établissement	Employés		Ouvriers	Chômeurs	Isolés
1896..... % de la pop. active.	35.405 71,4 %	13.984 28 %	12.661 25,4 %			284	7.846
1901..... % de la pop. active.	32.224 65,7 %	17.828 37 %	7.767 16 %			417	6.212
1906..... % de la pop. active.	36.336 69 %	24.867 47,6 %	4 13,7 %	7.162		83	4.220
FRANCE							
1906..... % de la pop. active.	8.850.153 46 %	4.794.630 23,1 %	6.030 6,6 %	2.685.646		12.660	1.351.181

TABLEAU III. — Population active. Commerce.

SEXES RÉUNIS						
	Ensemble	Chefs d'établissement	Employés	Ouvriers	Chômeurs	Isolés
LOZÈRE						
1896	2.108	558	417		7	1.115
1901	2.399	780		453	14	1.152
% de la pop. active.	5,1 %					
1903	2.575.	827	249	209	8	1.282
% de la pop. active.	5 %					
FRANCE						
1906	2.073.620	593.456	590.127	270.386	38.506	576.145
% de la pop. active.	9,9 %					

TABLEAU IV. — Population active. Industrie.

SEXES RÉUNIS

LOZÈRE	Ensemble	Chefs d'établissement	Employés	Ouvriers	Chômeurs	Isolés	Situation non déclarée
1896 : Totale..... % de la pop. active.	7.240 14,5 %	1.006	2.367		318	3.252	292
1901 : Totale..... % de la pop. active.	7.435 15,4 %	1.325	2.684		161	3.265	
1906 : Totale..... % de la pop. active.	7.837 16,66 %	1.275	196	2.471	157	3.738	
FRANCE							
1906 : Totale..... % de la pop. active.	5.379.620 26 %	843.599	391.791	3.772.430	166.293	205.507	

TABLEAU V. — Population active masculine.

	1906
Population masculine active totale.....	33.198
— — — agricole.....	23.330
	soit 69 %.
contre.....	69 % en 1901
et.....	70 % en 1896



CHAPITRE II.

Modifications subies au cours des soixante dernières années.

.....

Dans ces tableaux une chose avant toute autre saute aux yeux, c'est la part prépondérante, formidable même, que l'agriculture occupe dans la vie Lozérienne représentant (tableau n° II) 69 % de la population totale active et 69 % de la population masculine active, proportion supérieure d'un tiers à la moyenne, et qui est unique en France.

Par contre il ressort clairement du tableau numéro V qu'au point de vue industriel avec au total ses 7.887 personnes occupées dans l'industrie, ses 196 employés, ses 2.471 ouvriers, ses usines et ses entreprises minuscules (la plus grosse, les Mines du Bleynard, occupe 200 ouvriers environ), la Lozère occupe en France une place tout à fait spéciale, la dernière.

Population presque exclusivement agricole, presque

exclusivement rurale aussi. On ne compte en effet en Lozère que 4 communes de plus de 2.000 habitants ; ce sont : Mende , Marvejols , Langogne et Saint-Alban-sur-Limaniolle. Telles sont, avec sa faible densité kilométrique, les caractéristiques de la population Lozérienne. Et non seulement cette densité est faible, mais elle tend à baisser. Nous allons voir comment.

*
* *
*

Voici à ce sujet les documents fournis par les recensements :

	Mende	Marvejols	Les deux réunis
1849.....	47.894	54.697	103.591
1867.....	48.191	51.224	99.415
1873.....	47.815	51.039	98.854
1882.....	51.622	56.059	107.251
1887.....	53.065	52.875	105.894
1897.....	50.696	49.930	100.696
1907.....	49.600	48.464	98.064
1912.....	48.083	46.434	94.517

Ces chiffres sont d'une éloquence vraiment terrible. Nous avons pris la population en 1849, moment jusqu'auquel elle n'avait cessé de s'accroître depuis la fin des guerres du premier Empire. Elle commence alors à fléchir d'une façon régulière, coupée seulement en 1882 par un brusque saut en avant.

A cette époque l'accroissement de la population résulte exclusivement de l'important afflux de main-d'œuvre étrangère, occasionné par la construction

des lignes de chemins de fer. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à examiner les communes qui ont bénéficié de ces fortes augmentations. Ce sont celles qui se trouvent traversées par les lignes en construction et non les autres.

Voici du reste quelques exemples :

St-Sauveur-de-Peyre....	1873	624 hab.
	1882.	992
	1897	643
Auxillac	1872	580
	1882	701
	1892	603
Montjézieu	1872	483
	1882	670
	1887	432
St-Léger-de-Peyre.....	1872	686
	1882	1565
	1887	701

On pourrait multiplier ainsi les exemples. Du reste, un autre fait vient à l'appui de notre explication. La poussée en avant s'est produite en 1882 pour l'arrondissement de Marvejols (ligne de Béziers-Neussargues) et seulement en 1887 dans celui de Mende où les constructions de chemin de fer ont eu lieu quelques années plus tard.

Nous trouvons encore confirmation de ce que nous avançons dans ce fait que le pourcentage des habitants nés hors du département fit à cette période

un brusque saut en avant pour retomber ensuite à un niveau normal. Voici d'ailleurs les chiffres :

Habitants nés hors du département :

1872.....	3,6 %
1882.....	6,4 %
1892.....	4 %

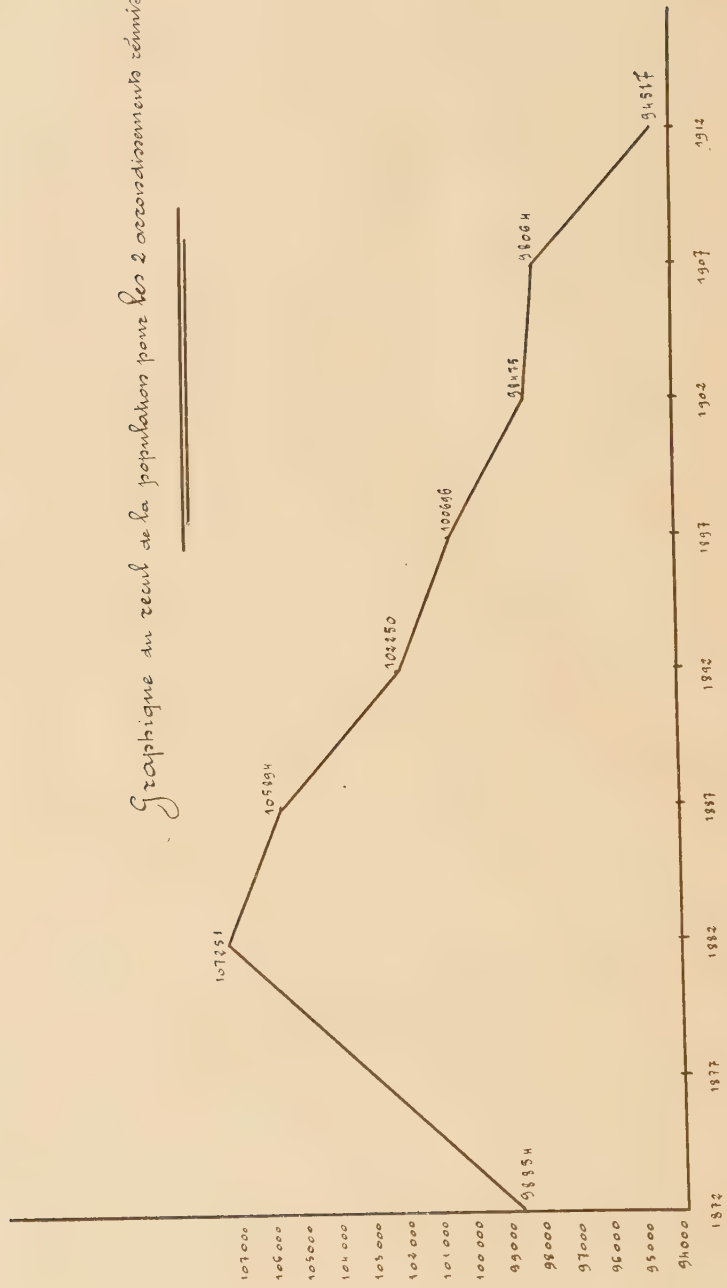
Nous devons donc négliger dans l'étude du mouvement de la population Lozérienne au cours du XIX^e siècle cet accroissement purement accidentel et nous sommes frappés alors de la régularité avec laquelle le dépeuplement se poursuit.

En 1912 ces régions comptent 9.074 habitants de moins qu'en 1849, ayant ainsi perdu en 63 ans un onzième de leurs habitants.

Mais ce qui est plus effrayant encore que le total de ce recul, c'est la façon dont il s'est opéré et l'accélération rapide qui le caractérise, surtout depuis ces dernières années, et qui, si le phénomène gardait une marche régulière, en moins de 20 ans aurait absolument fait disparaître toute la population Lozérienne.

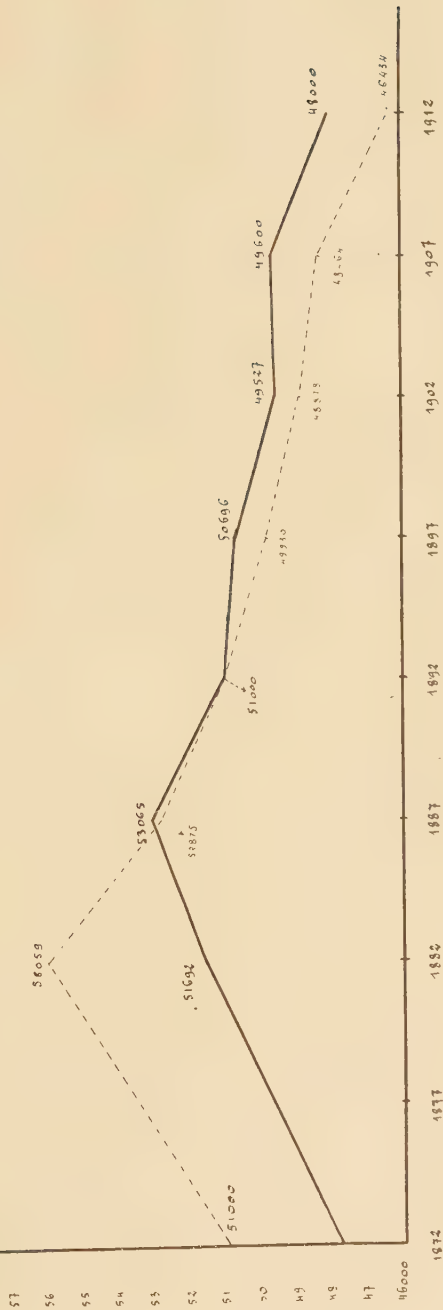
Mieux que de simples chiffres, les représentations graphiques ci-jointes donnent l'allure générale de ce recul.

Graphique du recul de la population pour les 2 arrondissements réunis.



Graphique des variations de population pour Mende et Marejols

le trait représente Marejols,
le trait ——— représente Mende.



Pour donner encore plus de force à ces chiffres déjà si éloquents prenons, quelques exemples : Pour la région des Causses, Auxillac : Joli hameau bâti sur un ruisseau dans une vallée verdoyante et fertile toute couverte de prairies, de champs, d'arbres fruitiers, de noyers et dominé par les grands escarpements du Causse de la Canourgue ; à 610 mètres d'altitude dans un climat fort doux.

C'est un des coins heureux de Lozère, un des plus anciennement habité puisque dans l'important hameau de Marijoulet on a relevé des traces d'habitations préhistoriques et des marques certaines d'occupation romaine.

Cette commune comptait en :

1862	615 h.
1867	590
1873	580
1882 (Chemin de fer du Midi)	701
1887	615
1892	603
1897	558
1902	503
1907	476
1912	402

C'est-à-dire deux cents habitants, un tiers de la population perdue en 50 ans pour ce petit coin, spécialement favorisé cependant par la nature. Et la moitié de ce recul a été accomplie dans les dix dernières années. Une enquête menée sur place ne nous

a pas permis de découvrir de causes spéciales de dépopulation. Il y a plus de fonctionnaires et de commerçants que jadis.

Le pays ne s'appauvrit pas, loin de là. Il nous semble que cette commune est un excellent spécimen du dépeuplement Lozérien.

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini pour la presque totalité des communes en prenant au hasard dans toutes les régions du Causse ou de la Montagne.

Le phénomène garde toujours la même allure générale. Jusque vers 1860 la population a tendance à augmenter ; puis elle devient stationnaire ou baisse légèrement jusqu'aux environs de 1890 et tout à coup c'est la chute brutale toujours accélérée.

* * *

Quelles sont les classes qui disparaissent le plus rapidement. Là, les statistiques nous font défaut, mais néanmoins nous pouvons l'établir par le moyen d'enquêtes directes menées sur place.

Nous voyons ainsi que parmi les classes sociales presque toutes augmentent, au moins en apparence.

D'abord les rentiers, retraités, anciens émigrants revenus de Paris pour vivre au pays natal avec les quelques économies faites dans la grande ville.

Pareillement, augmente le nombre des petits patentés, commerçants, artisans, aubergistes surtout, et cafetiers. Il y a là une conséquence directe, immédiate, de la grande transformation opérée à la ferme

par la substitution de l'économie d'argent à l'économie en nature. Le paysan fabrique moins à la ferme, vit moins exclusivement de ses propres produits et au contraire achète plus au dehors.

Les professions libérales ne diminuent pas non plus, loin de là. Quant aux fonctionnaires jamais il n'y en eut autant et dans tel chef-lieu de canton, ils forment avec leurs familles un quart de la population.

Le nombre des propriétaires augmente lui aussi de façon très sensible puisque le nombre des petites cotes foncières s'est élevé de 44.199 en 1837 à 80.603 en 1913 ; et ce qui démontre bien que cet accroissement du nombre des cotes est surtout due à une multiplication des propriétés rurales, c'est que ces cotes se répartissent ainsi :

Propriétés bâties.....	27.776
Propriétés non bâties.....	52.867

Ainsi il y a actuellement 9.000 cotes de plus, pour les propriétés foncières non bâties seules, qu'il n'y en avait pour les deux classes réunies en 1837.

Nous pouvons du reste nous reporter au tableau II, population active de l'agriculture, pêche et forêts, et nous verrons le nombre des chefs d'établissement y passer de

13.984 en 1896
à 17.828 en 1901
et à 24.867 en 1906

représentant 37 % de la population active totale en 1901 et 45,6 % de cette population en 1906.

Nous assistons donc en Lozère à une déconcentration marquée de la grande propriété qui tend de plus en plus à disparaître (1). C'est là un résultat direct du code civil et de la règle des articles 826 et 832 qui exige que les lots des partages soit autant que possible composés d'objets de même nature, quantité et valeur.

Les résultats en sont, du reste, désolants ; et si au point de vue des biens meubles cette règle désuète n'aboutit qu'à des ridicules, sans grands inconvénients, il n'en est pas de même pour les immeubles. Ou bien le partage de ceux-ci est possible et

(1) Notons au passage ce fait de plus à l'encontre de la fameuse théorie Marxiste de la concentration croissante de la propriété.

Selon Karl Marx, la propriété devait, par le seul jeu des forces économiques, se rassembler entre les mains d'un nombre sans cesse décroissant de propriétaires qui au bout du compte seraient automatiquement expropriés par la masse des prolétaires, c'est-à-dire par la quasi totalité du peuple.

Cette manière de voir étant démentie non seulement par l'expérience Lozérienne mais par celle de tous les peuples, Krautsky a essayé de la faire revivre sous une forme nouvelle sinon exacte, et beaucoup plus spécieuse en sa soupléssse que la brutale théorie de Marx.

Sans doute, dit-il, nous nous trouvons en face d'un nombre croissant de propriétaires, d'une déconcentration et non d'une concentration, mais c'est là le résultat d'une *fiction juridique*. La réalité vraie c'est que si cette foule de tous petits propriétaires est, de par le code, maîtresse de son bien, en fait elle est commandée par les forces capitalistes (Hypothèques, nécessité de trouver du travail chez le gros propriétaire, etc...) ; elle n'est plus qu'une foule de *prolétaires*. La déconcentration est poussée si loin qu'il ne reste plus rien de la propriété au sens exact du mot.

on aboutit, par les divisions successives, à des lopins inexploitables et incultivables dans de bonnes conditions ; ou bien ils ne sont pas partageables, il faut les liciter et ce sont alors des frais bien lourds qui grèvent encore la propriété foncière, déjà si fortement imposée. Les biens ainsi partagés deviennent sans valeur pour leurs propriétaires qui se voient obligés de les vendre à quelque gros voisin.

Comment donc expliquer, puisque toutes les classes sociales semblent augmenter en nombre, le recul de la population ?

Tout d'abord par ce fait qu'il en est une qui diminue rapidement, celle des ouvriers agricoles, des journaliers non propriétaires. Là, la diminution est fort brusque, nous pouvons l'affirmer sans crainte, même en dehors des statistiques officielles.

En effet, les enquêtes décennales de l'agriculture ne vont que jusqu'en 1892 et ne nous sont d'aucune utilité pour expliquer un mouvement beaucoup plus récent. Quant aux recensements, le peu de sérieux avec lequel ils sont faits, les variations constantes de leurs procédés, donnent des résultats on ne peut plus fantaisistes et déconcertants, faisant faire des oscillations brutales, d'une période à l'autre, à la population agricole. Nous ne pouvons cependant les négliger, et en ne prenant leurs chiffres que comme indications, il est possible d'en tirer des résultats intéressants ; c'est ainsi que nous voyons la proportion des ouvriers agricoles à la population active totale passer de

25,4 % en 1896
à 16 % en 1901
et à 13,7 % en 1906

La baisse, qui est énorme, semble se ralentir, et il ne peut pas en être autrement car le nombre des domestiques est devenu actuellement infime et il ne reste plus au pays que ceux qui sont vraiment indispensables.

En dehors des renseignements officiels, nous savons d'ailleurs qu'une crise très grave sévit sur la main-d'œuvre, mettant en péril l'agriculture Lozérienne. Un journal de Marvejols, *Le Soc*, ouvrit sur cette question il y a trois ans, une enquête fort curieuse, et les nombreuses réponses qu'il reçut furent toutes concordantes sur cette disette de main-d'œuvre.

Mais quelque importante que soit la diminution du nombre des salariés agricoles, il s'en faut de beaucoup qu'elle puisse suffire à expliquer la rapidité de la dépopulation Lozérienne. La vraie raison, celle qui fait trembler pour l'avenir de notre terre, ce n'est pas dans les statistiques qu'il faut aller la chercher. Les dites statistiques et tableaux nous renseignent sur le nombre d'exploitants ou de commerçants, de chefs de métiers ou de famille qui ne cesse d'augmenter. Mais il ne nous dit rien de leurs familles. Or, tandis qu'autrefois chaque maison Lozérienne abritait 5, 6, 8 enfants aujourd'hui les jeunes partent tous ou presque tous, et bien souvent le père et la mère restent seuls au foyer.

Ce mouvement d'émigration généralisé aujourd'hui à tous les degrés de la société n'a pris une grande extension que depuis 15 ans à peine.

Ceci est en concordance parfaite avec les chiffres du tableau 1 qui indiquent une hausse énorme de la population active par rapport à la population totale, passant de 37,4 % en 1901 à 42,2 en 1906. Cette augmentation du pour cent de ceux qui travaillent s'explique fort bien par le départ pour Paris des jeunes avant qu'ils aient été classés comme « actifs ».

Il en résulte que nos villages ne sont plus peuplés que de vieux ou tout au moins de personnes d'âge mur qui ont continué le commerce qu'ils faisaient et qui exploitent encore leur vigne ou leur petit champ. Mais à mesure que nous avancerons dans le temps, ces vieux disparaîtront sans être remplacés et nous assisterons alors à une décroissance excessivement rapide de toutes les catégories (artisans, commerçants, exploitants autonomes) sur le compte desquelles les statistiques nous créent de faâcheuses illusions.

Là est le gros danger et la cause de la chute brutale qui a eu lieu depuis 5 ans et qui nous a fait perdre en ce laps de temps 4.000 habitants sur 95.000, soit près de 5 % de notre population. Ce qui tend bien à démontrer l'exactitude de cette opinion que toutes les classes tendent à disparaître (1) c'est que

(1) Il peut paraître qu'il y a antinomie entre ce que nous venons de dire que toutes les classes sociales ten-

toutes les catégories de communes baissent d'une façon à peu près égale.

C'est ainsi qu'en 1882 nous comptions 29 communes de plus de 1.000 habitants et qu'en 1912 il n'en reste plus que 18. Soit une diminution d'un tiers sur les grosses agglomérations. Variation plus rapide que sur les petites puisque entre 1882 et 1892 le nombre des communes de moins de 500 habitants n'est passé que de 59 à 72.

Nous n'assistons donc pas en Lozère à une concentration urbaine, loin de là, et les quatre seules communes qui dépassent deux mille âmes : Mende, Marvéjols, Langogne et Saint-Alban arrivent à peine à faire

dent à disparaître et ce que nous disions *supra* que toutes augmentaient. Contradiction apparente non réelle.

Que voulions-nous dire, en effet, quand nous écrivions que toutes les classes sociales augmentaient et que nous ajoutions ce correctif « en apparence au moins » ? Nous entendions simplement signifier par là que nous constatons un accroissement très réel dans la population active des différentes classes, accroissement portant sur les chefs de famille. Que nous trouvions par exemple dans tel village 5 ou 6 épiciers alors qu'il y a dix ans nous n'en trouvions qu'un ou deux. Nous ne visions nullement la population totale comprenant les familles mêmes de ces chefs qui sont plus nombreux qu'autrefois.

Il y a donc bien concordance avec ce que nous disons maintenant : les classes tendent à disparaître. Elles peuvent encore par ci par là augmenter en apparence, par suite de la vitesse acquise, mais c'est là du trompe-l'œil, car bien que nous ayons 30 % en plus de chefs de famille, si nous avons 50 % en moins d'enfants, nous perdons du terrain, et nous en perdrons toujours plus car leur recrutement étant tari faute de jeunes, ces classes doivent fatalement mourir de consommation.

le total de 15 à 16.000 âmes. Chiffre majoré du reste par gloriole locale, et pour faciliter certaines combinaisons municipales. Ainsi donc en Lozère la population urbaine ne représente que 13 à 14 % de la population totale.

Mais si contrairement à ce qui a lieu en France les agglomérations urbaines n'augmentent pas, les toutes petites communes purement agricoles de moins de 50 habitants n'ont pas vu grossir leur nombre plus vite que celui des autres catégories, au contraire.

Il est donc bien évident puisque les petites communes purement agricoles et les autres voient pareillement diminuer leur population que la classe agricole n'est pas la seule à disparaître.

Pour caractériser la dépopulation Lozérienne, nous dirons donc qu'elle se fait dans toutes les catégories sociales de façon à peu près égale, à l'exclusion de la population active de ces diverses catégories, presque uniquement par diminution du nombre des enfants vivant au pays à l'intérieur des familles.

Nous visons ainsi la baisse de la natalité et l'émigration.



DEUXIÈME PARTIE

**Les causes de la dépopulation :
La baisse de la natalité et l'émigration.**

Les conséquences de la dépopulation.



CHAPITRE I.

La diminution de la natalité.

.....

Voici donc indiquées les deux génératrices du dépeuplement que nous venons de voir s'accélérer tous les jours davantage.

Bien qu'elles soient intimement liées l'une à l'autre par de communes racines et que les séparer soit arbitraire, nous le ferons néanmoins pour la commodité de l'exposition, en ayant bien soin de ne pas dissimuler que les grandes raisons d'ordre moral qui agissent sur l'une agissent pareillement sur l'autre.

Quelle est la place exacte qui revient à chacune des deux ? Quels sont au juste leurs rôles respectifs ?

Tout d'abord on est porté à croire, que en Lozère comme partout ailleurs en France, la place d'honneur ou plutôt de déshonneur revient au malthusianisme, à la baisse de la natalité dans cette dépopulation. Il n'en est pourtant pas ainsi et quelques

importants que soient les ravages déjà faits chez nous, nous n'en sommes pas encore arrivés à enregistrer de façon normale des excédents de décès, bien que le fait se soit malheureusement produit. C'est ainsi par exemple, que en 1911 encore, nous voyons, dans les deux arrondissements réunis, les naissances l'emporter de 48 sur le nombre des décès. Pourtant, et les tableaux annexés ci-après en fournissent la preuve frappante, la natalité chez nous aussi ne cesse de diminuer, plus vite même que la mortalité et cette diminution est si considérable qu'en 1911 pour la première fois les décès l'ont emporté de 77 sur les naissances dans l'arrondissement de Marvejols.

Il est vrai que la mortalité y est très élevée pour deux raisons principales : d'abord à cause du grand nombre d'anciens émigrants qui, usés par la grande ville, reviennent au pays pour se soigner, et hélas, y mourir bien souvent. Ensuite par la quantité importante de nourrissons et d'enfants étrangers au pays qui y sont élevés. Cette affirmation (sur le grand nombre d'enfants qui ne sont pas du pays et y sont néanmoins élevés) paraît contredite par les chiffres.

Voici en effet ceux que nous fournissent les recensements.

Habitants nés hors du département où ils résident.

	En Lozère	En France
1861	2	11,8
1872	3,6	15

1881.....	6,4	15
1891.....	4	16,18
1901.....	6,4	19,6
1906.....	6,6	19,8

Mais il faut se dire que dans la foule des émigrantes qui quittent la Lozère chaque année, nombreuses sont celles qui y reviennent pour leurs couches, et qu'ainsi se trouvent inscrits comme nés dans le département bon nombre d'enfants qui en réalité y sont étrangers, et qui, élevés au biberon pour la plupart, fournissent un gros appoint à la mortalité.

En outre, contrairement à ce qui a lieu ailleurs, nous ne voyons presque pas d'étrangers, sauf quelques fonctionnaires, s'installer en Lozère, et ces 6,6 % représentent surtout des enfants d'émigrés. Il faut enfin remarquer que tandis que depuis 1861 le chiffre des habitants nés hors le département où ils habitent n'a pas tout à fait doublé pour la France, il a plus que triplé pour la Lozère.

Une fois les circonstances atténuantes de ces excédents de décès ainsi exposées, nous sommes bien obligés de reconnaître la baisse très brutale qui atteint la natalité Lozérienne.

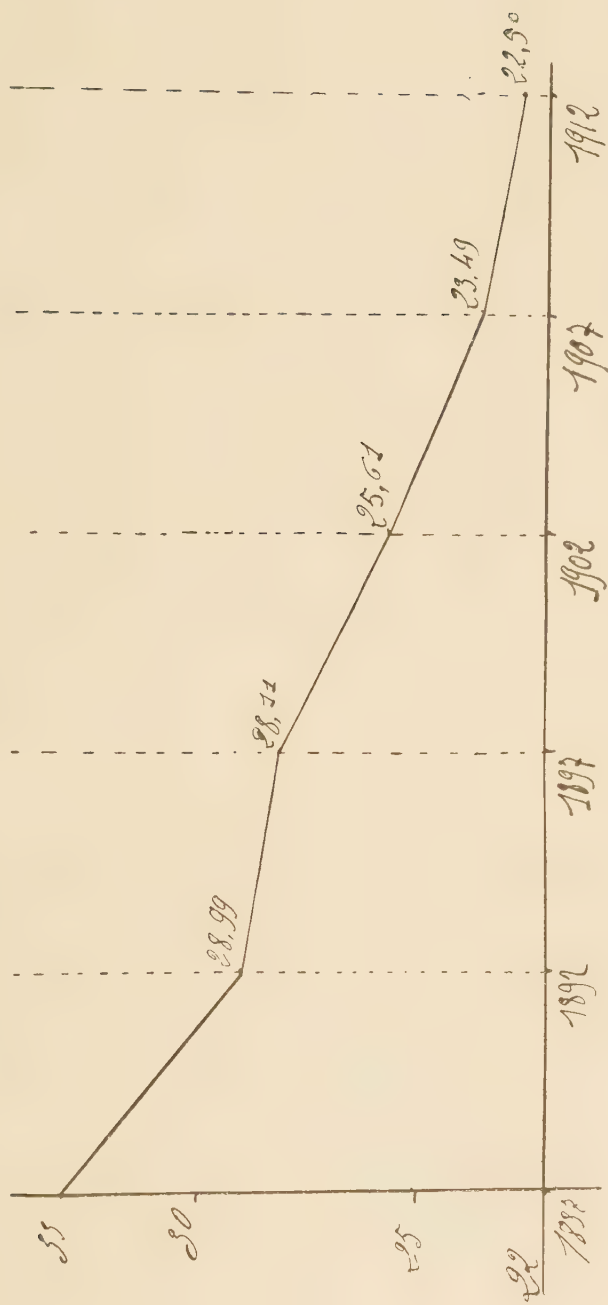
Alors qu'en 1887 elle était de 33 pour 1.000, chiffre remarquablement élevé, elle est tombée depuis lors avec une rapidité d'autant plus surprenante que nous avons à tenir compte de ce fait déjà exposé que beaucoup de filles du pays habitant les villes reviennent accoucher en Lozère. Nous obtenons ainsi un truquage,

un forçage, de notre moyenne qui est toujours au-dessus de la réalité. Mais ceci n'est vrai que pour une période rapprochée. Vers 1885 ou 1890 les émigrantes étant encore peu nombreuses et les communications difficiles, elles revenaient en beaucoup moins grand nombre pour leurs couches au pays. La moyenne de 33 alors indiquée est sensiblement exacte. Au contraire, à l'heure actuelle il y a $1/20^e$ ou même $1/16^e$ des naissances qui ne sont pas vraiment Lozériennes ; la baisse est donc sensiblement plus rapide qu'il ne semble au premier abord.

Nous ne sommes plus qu'à 22,55 pour 1000, chiffre à peine supérieur à la moyenne française, et si nous pouvions calculer le chiffre exact nous serions probablement au-dessous de cette moyenne française si basse portant.

Au reste, le graphique ci-joint donnera la marche du phénomène.

Graphique de la natalité moyenne pour 1.000 habitants.



Cependant, si forte qu'elle soit, cette dénatalité ne suffit pas à elle seule à expliquer la rapide diminution de la population Lozérienne. Il y a moins d'enfants qu'autrefois au pays, mais il en resterait tout de même assez pour empêcher les villages de devenir déserts, sans d'autres causes au premier rang desquelles se place l'émigration. Et par une curieuse réaction ces forces se combinent les unes aux autres pour activer cet abandon du sol qui chaque jour devient plus important et que nous ne saurions mieux caractériser que par la classique formule latine « vires acquirit eundo ». Nous avons vu la dénatalité contribuant à la dépopulation, nous allons voir la dépopulation activant la dénatalité, et non seulement par diminution du nombre total des naissances, ce qui est logique, mais encore par la diminution relative pour 1.000 habitants de cette même natalité.

En effet, par suite d'une constante et très importante émigration, un grand nombre de jeunes Lozériens quittent le pays entre 18 et 20 ans pour gagner soit Paris soit les grandes villes du Midi, Alais, Nîmes, Montpellier. En sorte que dans la population demeurée Lozérienne la proportion des personnes âgées et des enfants se trouvent très considérable tandis que l'élément d'âge moyen est fortement réduit et, ainsi que cela résulte du tableau déjà donné, n'occupe plus le rang qu'il devrait normalement occuper, dans le pourcentage des habitants. (Voir 1^{re} partie, tableau n° 1 « Répartition par âge pour 1.000

habitants » de combien il est inférieur à la moyenne française.)

Le fait que ces émigrants reviennent en nombre important au pays une fois leur vie active terminée et qu'ils y envoient leurs enfants pour y être élevés au grand air augmente encore la proportion de ceux qui ne sont pas encore en état de procréer, et explique en partie la diminution relative pour 1.000 de la natalité. On peut donner aussi comme raison de cette diminution que ce sont surtout les jeunes filles qui émigrent, ce qui n'est évidemment pas non plus favorable à l'accroissement du nombre des naissances. Il est regrettable que nous n'ayons pas de statistique à ce sujet afin de pouvoir évaluer avec précision le rôle joué par ces divers phénomènes.

Mais ces causes spéciales à la Lozère ne doivent pas nous faire perdre de vue les causes plus générales, celles-là même qui ont agi sur la natalité française pour la restreindre au cours du siècle dernier, je veux dire la poussée des idées individualistes. Le résultat a été plus long à venir en Lozère que dans le reste de la France, car, isolée du dehors par la barrière de ses montagnes, vivant chez elle sans grandes communications avec le reste du pays, parlant et comprenant peu ou pas le français, la Lozère n'a guère pris contact avec les idées dites « modernes » que depuis une quarantaine d'années, depuis le service militaire obligatoire et l'école primaire. Enfin ses fortes croyances religieuses, la constitution encore robuste de la famille, la survi-

vance très réelle des anciennes coutumes, lui ont permis de résister plus longtemps que les autres provinces au mal individualiste.

Il en était de l'âme Lozérienne comme des rocs de chez nous. Il a fallu la découverte des puissants explosifs modernes, des sommes folles, les plus grandioses ouvrages du génie civil, pour ouvrir à travers nos Causses, nos gorges, nos plateaux, les trois uniques voies ferrées qui sillonnent le pays. Les granits, les calcaires durs de nos monts, semblèrent longtemps inattaquables, et de même il apparaissait que la proverbiale tenacité Lozérienne opposerait pour toujours une digue infranchissable aux théories qui tendent à prévaloir dans le reste du pays.

La barrière a fléchi cependant et les résultats ne se sont pas fait attendre : le sentiment de la famille s'est affaibli, l'autorité paternelle ne cesse de décroître.

Le vieil attachement à la terre qui semblait indéracinable au cœur de nos paysans et grâce auquel les cadets, sans murmurer, acceptaient qu'un aîné fut créé pour garder le bien, perpétuer la famille et conserver la maison, l'Oustal comme on dit chez nous, œuvre des anciens et fierté des jeunes, ce sentiment est en train de disparaître.

Dans les régions où la pratique du fils unique ne règne pas encore, les partages ont réduit bien des héritages à n'être plus que de simples lopins de terre, sans valeur, que leurs propriétaires vendent à vil prix à quelque gros voisin pour aller tenter la fortune à Paris.

Enfin le désir d'un mieux-être rapidement gagné

et conservé par la diminution des charges de famille a directement influé sur la natalité.

Souvent pour éviter de trop coûteux partages, souvent et plus souvent encore pour faire étudier ses fils, pour en faire des Messieurs, nos cultivateurs qui ont eux-mêmes sept et huit sœurs ou frères se contenteront de deux fils ou d'un seul.

Le sentiment religieux, très vif autrefois, combattait du moins ces tendances et il les combat encore dans nombre de régions, mais d'autres fléchissent sous l'effort d'une propagande contraire aux conceptions chrétiennes de la vie.

Cette manière d'agir, la diminution de l'esprit de soumission à la terre et aux morts n'ont pas seulement influencé la natalité, ils ont aussi puissamment contribué, en déracinant les jeunes Lozériens, à créer le grand mouvement d'émigration.



CHAPITRE II.

L'émigration, son importance, ses causes.

L'émigration, voilà le grand, le véritable mal dont souffre la Lozère. Ce qu'est son intensité, il faut être du pays pour le savoir, et compter dans nos villages combien chaque famille a de fils ou de filles à Paris et dans le Midi, car si dans la haute Lozère c'est Paris presque seul qui attire les jeunes, dans le sud, dans la région des Causses, à son action s'ajoute celle des grands centres méridionaux plus proches et les émigrants s'en vont presque aussi nombreux vers Millau, Alais, Arles, Nîmes, Montpellier que vers Paris.

Ah ! ces départs d'émigrants, il faut les avoir vu pour comprendre ce qu'ils nous font perdre chaque année de jeunesse et de force. Quand la Toussaint arrive et que le froid commence à piquer sur les hauteurs, dans cette arrière-fin d'automne où déjà la neige a fait ses premières apparitions, gaiement,

par bandes joyeuses, des villages montagnards, les jeunes s'en vont vers Aumont ou Saint-Chély prendre l'unique express qui s'en aille vers Paris. C'est par 4, 5 à la fois et de toutes les communes, que chaque jour à cette époque les émigrants s'en vont au loin tenter la fortune. Ce sont souvent les meilleurs, les plus actifs, les plus intelligents, des fils uniques parfois qui abandonnent au pays leurs vieux parents, fascinés par le mirage de la Ville. C'est par cette émigration incessante et de jour en jour plus active que la Lozère est transformée en désert.

Comment, au reste, pourrait-il en être autrement quand les statistiques qui suivent en font preuve, c'est par milliers et milliers que ses enfants abandonnent notre terre.

De 1897 à 1902 les arrondissements de Mende et de Marvejols ont eu 3.039 excédents de naissances sur les décès et pourtant ils ont perdu dans ce laps de temps 2.221 habitants soit au total 5.260 hab. enlevés en 5 ans au pays par l'émigration, soit 1,55 % par an de la population.

De 1902 à 1907 il y a eu 2.800 excédents de naissances sur les décès et cependant le recul a été de 461, soit au total 3.211, soit 642,50 par an 0,65 %. De 1907 à 1911 malgré un excédent de 2.014 naissances ils ont perdu 4.087 habitants soit donc un recul réel de 6.111 hab. ou 1.527 par an ou 1,61 %.

Donnons un tableau détaillé de cette progression.

	EXCÉDENTS de naissances	BAISSE de la population	TOTAL de l'émigration	POUR CENT par rapport à la population
1897-1902....	3.039	2.221	5.260	1,55 %
1902-1907....	2.800	461	3.211	0,65 %
1907-1912....	2.014	4.087	6.111	1,61 %

Et, de même que la natalité baissant sans cesse en pourcentage dans un pays qui se vide, nous donnait tout à l'heure un nombre toujours plus faible de naissances et travaillait largement pour sa part au mouvement de dépopulation, de même l'émigration (qui elle au contraire ne cesse de s'accroître), travaille dans le même sens ; à tel point que nous pouvons envisager maintenant comme prochain le moment où notre pauvre Lozère ne sera plus qu'un désert.

Déjà dans certaines régions des villages entiers sont presque entièrement abandonnés, et même dans ceux qui résistent encore le nombre des maisons qui tombent en ruines, faute de soins et d'habitants, devient de plus en plus considérable.

C'est ainsi que dans le canton de la Canourgue, au chef-lieu d'une petite commune de 178 habitants, Saint-Saturnin de Tartaronne, qui compte 127 habitants agglomérés en chef-lieu, on ne trouve pas moins de six maisons déjà ruinées sans en compter quatre ou cinq qui, abandonnées, tiennent encore debout mais plus pour bien longtemps.

C'est vraiment la mort de la terre à laquelle nous

assistons et peu de choses sont aussi poignantes, au moins pour celui qui sait voir et veut se donner la peine d'observer et de comprendre, que cet abandon lent mais sûr, cet exode perpétuel des meilleurs éléments de la région. Une à une, quand les vieux restés au pays meurent, les maisons se ferment, puis tombent et petit à petit, sans bruit, mais à coup sûr, le fléau poursuit sa marche en avant.

Voyons donc quelles causes sont assez puissantes pour entraîner ainsi chaque année ces bandes toujours plus nombreuses loin de leur pays natal, avec espoir de retour sans doute, oui, mais espoir si souvent trompé.

Nous allons trouver tout d'abord les causes générales qui agissent sur toutes les populations françaises et que nous avons vues tout à l'heure au travail contre notre natalité.

C'est toujours l'individualisme.

Et tout d'abord l'influence d'un enseignement qui, inconsciemment peut-être, tend au déracinement des provinciaux.

M. Charles Rivet, sénateur notoire, n'écrivait-il pas le 13 octobre 1913, dans « La Lanterne » :

« L'école primaire a pour premier devoir de faire oublier aux fils de notre peuple qu'ils peuvent être Bourguignons, Béarnais ou Bretons et de leur enseigner qu'ils sont Français. »

Il est permis d'émettre des doutes sur l'excellence de cet enseignement patriotique donné ainsi *in abs-*

tracto et on peut penser qu'il serait plus sage de procéder du connu à l'inconnu et d'enseigner d'abord aux « fils de notre peuple » à aimer la petite patrie, fragment de la grande, la terre natale où leurs mères ont balancé leur berceau !

D'autre part, nous ne pouvons passer sous silence le rôle important que joue dans cette désaffection de la petite patrie le service militaire obligatoire.

Quand le jeune homme a pendant 2 ou 3 ans pris goût dans la garnison où il a fait son temps, aux plaisirs de la ville, il ne trouve plus son village aussi charmant. Par les belles après-midi de dimanche, jouer gaiement aux quilles en « faisant un litre » avec les camarades, ou bien aux sons aigres et nasillards de la cabrette, scandé nerveusement par des appels du pied la cadence de la bourrée nationale, lui semble amusements bien fades. Il se souvient du café-concert où avec ses amis ils allaient moyennant quelques sous assister à des spectacles autrement épicés que ceux de chez nous. A force d'en parler, la nostalgie lui vient de les revoir et inconsciemment peut-être, mais sûrement, ce désir se retrouve au fond du cœur de tous les émigrants. Eux aussi sont des « Phalènes » ; ils viennent se brûler les ailes aux lumières de Paris.

Mais à ces causes générales, communes à toutes les provinces Françaises, s'en ajoutent d'autres, spéciales à la Lozère. Ce sont d'abord la pauvreté du sol et la rigueur du climat entraînant un chômage prolongé pendant les mois d'hiver. La population est

clairsemée sur la Montagne et il n'est pas rare de voir une seule paroisse se diviser en dix ou douze hameaux et un grand nombre de fermes isolées. C'est là, du reste, le type d'habitat classique en pays granitique où les points d'eaux sont nombreux et très dispersés.

Le type de la commune de ce genre est Javols et 1.030 habitants dont 93 seulement agglomérés au chef-lieu.

Il en résulte que la famille paysanne vit le plus souvent seule ou avec un ou deux voisins seulement. Tant que durent les beaux jours, et qu'aux marchés et aux foires, et surtout les dimanches au matin après la messe, on retrouve devant l'église amis et connaissances, cet isolement n'est pas trop dur. A cette époque du reste, les grands travaux absorbent toutes les forces du campagnard et quand les soirs de moisson il rentre au logis, ce n'est pas pour causer mais pour se reposer. Plus tard encore labours et semailles donnent des occupations.

Mais quand la neige lentement a recouvert la terre, que tout est blanc et monotone et que durant des mois tout travail est suspendu le spleen envahit la ferme.

Lorsque le temps est beau, et que le trajet n'est pas trop long, les hommes sortent de temps en temps, pour aller à la messe. Mais les femmes, elles, ne peuvent y songer et il faut bon gré mal gré rester à la maison.

Heureux alors ceux qui n'ont pas besoin du travail de leurs bras pour vivre. Car pour les journaliers

c'est la mauvaise saison ; et bien que l'abattage et le sciage des bois occupe un assez grand nombre de travailleurs, nombreux sont alors les chômeurs. Ah ! qu'il est tentant quand, à la maison le pain se fait rare, d'aller là-bas au bout de la plaine blanche, prendre cet express qui passe à toute allure et dont on distingue au loin les panaches de fumée. Il porte des inscriptions magiques suspendues aux côtés des wagons, Paris, Paris par Bort-Neusargues, Paris par Brioude, toujours Paris !!! Sûrement là-bas on doit faire de l'or avec rien si on en juge par ceux qui sont partis gueux comme les autres et qui reviennent au pays les poches pleines. Et, un beau jour, on le prend ce nostalgique express de Paris.

*
* *
*

L'attrait exercé par ceux qui ont réussi, voilà un de ces facteurs qu'il n'est pas possible d'exprimer avec précision en quelque formule mathématique, en quelques chiffres impressionnants. Les mille riens impondérables qui composent cette influence échappent à l'énumération, mais nous pouvons cependant affirmer, sans crainte de nous tromper, la très grande importance qu'ils ont dans l'émigration Lozérienne.

Ceux qui sont restés au pays et qui y mènent l'antique vie, dure et pénible, mais saine, reposante et calme, ne voient de Paris que le beau côté. Ils se le représentent comme un Eldorado, un pays de Cocagne, où on travaille moins, où on fait fortune.

Ils voient revenir certains de leurs anciens amis qui y font quelques économies et qui se fixent au pays natal pour y vivre en rentiers. Paris, c'est le plaisir, le bruit, les lumières, en un mot la vie.

Les jeunes filles, elles, sont surtout sensibles à l'élégance de leurs anciennes camarades qui sont femmes de chambre ou cuisinières là-bas et qui reviennent jolies et bien attifées dans leurs robes à la mode. Et leurs bottines leur donnent une démarche plus souple que nos sabots.

Ils ne voient pas les uns et les autres, à côté de quelques heureux, la foule de ceux que la misère lentement a rongés, cette misère atroce de la ville, sans appui, sans soutien, si différente de celle du village. Ils ne voient pas les hôpitaux et les cimetières et ceux qui crachent leurs poumons avec leur vie parce qu'ils n'ont pu s'accoutumer à respirer de la fumée au lieu de leur air pur.

Ils ne voient pas et ne veulent pas voir toutes les déchéances physiques et morales que représente pour les émigrants ce mot de Paris.

Enfin, nous trouvons en dernier lieu la question de l'habitation.

Depuis des siècles, le logement Lozérien n'a pas varié; il est resté aussi obscur, inconfortable et, disons-le, carrément, aussi sale qu'autrefois.

Maisons basses presque toujours, dallées le plus souvent, portes fermant mal, pas d'ouvertures afin de mieux se protéger contre le froid, mais aussi obscurité constante : Telles sont ses caractéristiques.

Souvent une seule pièce servant à la fois de cuisine et de chambre à coucher, et communiquant avec l'étable d'où arrivent des relents de fumier.

Enfin, pour les salariés, conditions de couchage plus mauvaises encore. Un cadre en bois formant lit dans un coin obscur de l'écurie permet aux domestiques de surveiller leurs bêtes tout en dormant. Au reste ils ne s'en plaignent pas trop et, comme me le disait dernièrement un important propriétaire des environs de la Canourgue, M. Albaret de Rouges-Parets, « au fond ils aiment mieux cela, ils ont moins froid l'hiver » phrase révélatrice d'un pénible état de choses où l'on en est réduit à choisir entre la malpropreté et le froid.

Ces déplorables conditions de logement sont aussi pour quelque chose dans la désaffection progressive qui se manifeste toujours davantage à l'égard de la terre. Malheureusement nous ne voyons pas ce qui pourrait être fait ici, en dehors de quelques grosses propriétés, pour améliorer l'habitation paysanne. Les capitaux manquent et si, par le développement du crédit rural, on les obtient un jour ils trouveront devant eux un emploi plus urgent.

Une seule chose semble pouvoir être efficace, c'est l'enseignement ménager de la femme qui permettra peut-être d'introduire la propreté et l'hygiène (ne parlons pas encore d'autres choses) au foyer.

Le même propriétaire dont j'ai cité un mot tout à l'heure me disait encore que pour lui là était la vraie solution de la crise de dépopulation ; et cette opinion autorisée se répand de plus en plus en Lozère.

Grâce à une initiative intéressante et dont les résultats bien jeunes encore semblent pourtant très remarquables ont été organisés des cours ménagers ambulants dont on ne saurait trop faire la louange.

Nous aurons du reste à en parler ainsi que de leur éminente fondatrice, Mme la Comtesse de Las Cases.

*
* * *

Mais ces causes d'ordre très général et qui sans contredit possible sont les plus actives, les plus agissantes, n'ont pas été seules et d'autres motifs, d'ordre secondaire il est vrai, mais d'importances appréciables cependant, sont venus pousser à la roue.

En premier lieu, nous pouvons citer la disparition des industries locales, spécialement des tissages à la main introduits dans le pays vers le XIII^e siècle par les moines Bénédictins de St-Victor de Marseille qui avaient fondé, à la Canourgue, un florissant Monastère. L'importance de ces tissages était fort grande, les draps très recherchés qu'ils produisaient avaient une grande réputation et s'exportaient fort loin, jusqu'en Espagne d'où le nom de Cadis qu'ils portent encore et qui viendrait, dit-on, de Cadix qui entretenait avec Marvejols des relations constantes.

Les tisserands se comptaient par milliers, plusieurs par famille : artisans de profession allant de leur métier à leur vigne et à leur champ, ou domestiques de ferme qui s'asseyaient au métier durant les mois de neige. De nombreuses industries

annexes en vivaient ; pas de village important qui n'eût son foulon, ses teinturiers, etc... le tout mourut ensemble.

De temps en temps on portait les pièces aux grandes foires à Marvejols et à Saint-Chély où se vendaient les draps grossiers de la Montagne, à Serverette et à La Canourgue surtout qui fut un des centres les plus importants.

Bâtie au pied du Causse, utilisant pour ses draps fins la laine plus fine que celle des mérinos d'Espagne des moutons qui vivent par milliers sur ses hauts pâturages, resté en relations plus suivies que tout autre village, avec l'Espagne dont elle a dépendu jadis et qui y a laissé maintes traces de sa domination, elle avait créé dès le XVIII^e siècle des manufactures, des fabriques, où travaillaient en commun de nombreux ouvriers.

Vers 1840 apparurent les premières Manufactures Marvejolaises dont certaines occupèrent jusqu'à 300 métiers et qui tuèrent rapidement les tissages à domicile que les fabriques Canourgaises moins importantes avaient laissé subsister. Le tissage à la main lui-même en fabrique ou à la maison mourut du reste bientôt. En 1870 il avait disparu complètement à La Canourgue. En 1878, puis en 1885 fut introduit à Marvejols le tissage mécanique qui réduisait considérablement le nombre des ouvriers. Enfin la disparition des couvents et des congrégations, en leur enlevant la clientèle qui se fournissait chez eux de bure et de serge, fit tomber de près de 50 % l'importance de leur personnel.

Le tissage à la main s'est cependant maintenu en Lozère, à Marvejols, Mende, Langogne, etc... et nous allons voir tout à l'heure qu'il n'est pas chimérique d'espérer pour lui une certaine renaissance.

Quelle est l'importance de cette mort des tissages dans l'émigration Lozérienne ? Il est impossible de le dire avec précision. Il n'est cependant pas téméraire d'affirmer qu'elle est considérable. En effet jusque vers le dernier tiers du xix^e siècle, chaque famille avait son métier qui, s'il ne battait que par intermittence et lors du mauvais temps, n'en laissait pas moins au bout du compte un assez joli bénéfice à la maison ; il permettait de traverser sans trop souffrir les longues périodes de chômage.

Après les tisserands, les sabotiers formaient la plus nombreuse des classes d'artisans autonomes.

Plus heureux que les premiers, ils ont survécu en grande partie à la crise qui atteint à peu près toutes les industries rurales, et ils semblent devoir survivre longtemps encore quoique fortement touchés eux aussi.

La fabrication des sabots occupe un nombre considérable d'ouvriers, presque tous dans la Montagne, et leur nombre se maintient assez bien. C'est ainsi que de 360 en 1901 (statistiques officielles et au-dessous de la réalité) ils ne sont tombés qu'à 347 en 1906, dégression moins rapide que celle de la population totale. Ces chiffres sont d'ailleurs ridiculement inférieurs à la réalité et sont aussi fantaisistes

que toutes les autres statistiques publiques concernant la population Lozérienne.

La production totale représente une valeur très considérable, car l'exportation qui n'en absorbe qu'une faible partie représente à elle seule annuellement plus de 1 million de francs (1).

Voici quelques chiffres sur les salaires et coûts de production. Je les dois à l'obligeance de M. Philippe de Las Cases qui les tenait lui-même de M. Bénézet, de Berc, un des plus réputés fabricants Lozériens.

A l'atelier, le travail est divisé entre trois spécialistes, le premier découpe la forme dans le bloc brut. Le second la creuse. Le troisième la finit.

Les ouvriers touchent ensemble 0 fr. 48, soit pour chacun 0 fr. 16 par paire de sabots d'homme et 0 fr. 15 pour ceux de femme, ce salaire varie du reste suivant les dimensions mais on peut prendre comme type de production le sabot d'homme dont trois ouvriers fabriquent environ 25 paires par jour soit, à raison de 0 fr. 48, 12 francs par jour, ce qui donne un salaire journalier de 4 francs. Le salaire annuel calculé sur 300 jours de travail atteint ainsi 1.200 francs et se trouve très supérieur à la moyenne locale qui ne dépasse guère 750 francs sur la montagne et 850 à 900 dans la région des Causses.

Il semble que l'avenir de cette industrie est assuré car la fabrication mécanique du sabot est impossible.

(1) Cord et Viré : *La Lozère*,

D'autre part, la demande croît sans cesse venant soit de Paris (garçons d'écuries, laveurs de voitures, etc.) soit surtout des mines du Midi (bassin d'Alais).

Après la mort des tissages et la décadence des sabotiers, une autre crise s'abattit sur la région méridionale (La Canourgue, Banassac, etc...), ce fut celle des vers à soie.

Pendant quelques années, ils furent malades, des épidémies ravagèrent les magnaneries et cela précisément au moment où les prix des cocons s'avilissaient sous l'influence de la concurrence Chinoise et Italienne, aussi, il y a environ 40 ans, les dernières magnaneries disparurent et avec elles une importante source de prospérité. Cette forme essentiellement riche d'agriculture est aujourd'hui tout à fait abandonnée sauf dans la région des gorges du Tarn et des Cévennes (arrondissement de Florac) et bien que les maladies aient disparu et que l'élevage puisse de nouveau se faire dans des conditions normales, les prix des cocons sont trop bas pour qu'on puisse escompter une renaissance de cette culture. La disparition des vers à soie entraîna celle de quelques dévidages qui en vivaient.

Ce fut ensuite le phylloxéra qui s'abattit sur la région et cette crise fut plus grave. Les cantons de la Canourgue, Saint-Germain, Marvélols, etc... furent gravement éprouvés et subirent à cette époque un recul important dans leur population réelle. Malheureusement l'afflux de travailleurs étrangers occasionné

par la construction des chemins de fer coïncida avec cette période et, brouillant les statistiques, nous empêche de pouvoir apprécier avec quelque justesse les pertes de population occasionnées par ce désastre viticole.

Du reste, les résultats furent moins brutaux que dans le Midi car chez nous dans les vallées où on la cultive, la vigne n'est qu'un produit accessoire, fort important sans doute mais accessoire.

Il faut encore tenir compte de ce fait que dans beaucoup de gros villages, la disparition de très nombreux et florissants établissements congréganistes a créé aussi une crise en enlevant subitement leur gagne-pain aux commerçants ou ouvriers qui vivaient du couvent ou de l'école.

Ces expulsions ont eu leur contre-coup jusque sur les tissages Marvejolais qui perdirent alors une partie de leur clientèle et furent compromis.

Enfin nous ne pouvons pas ne pas signaler la part que l'accroissement des charges fiscales a eue sur l'exode rural. La terre est lourdement frappée chez nous. Parfois un quart de son revenu s'en va au fisc, au « *tailleur* », comme l'on dit encore, et les impôts augmentent toujours.





CHAPITRE III.

La crise de la main-d'œuvre agricole. L'enquête du « Soc ».

Les optimistes, ou plutôt les aveugles volontaires, ceux qui préfèrent nier la maladie que d'accepter d'en connaître les causes, tous ceux qui se disent : « Périssent le pays plutôt qu'un ensemble d'idées que nous avons cru vraies ! » affectent de croire à la prospérité Lozérienne.

Certains proclament ainsi à chaque occasion que jamais la Lozère ne connut période comparable à la nôtre, plus heureuse ou plus riche ; et cependant combien la vérité est autre !

Certes, les denrées agricoles se vendent bien, et depuis la fin de la grande crise, depuis 1898-1900, les prix, surtout ceux du bétail, se sont relevés. Il y a près de 40 à 45 % de hausse ; or l'élevage est la principale forme de l'agriculture Lozérienne.

Cependant, tandis que dans les autres contrées

françaises, la terre qui avait perdu pendant la crise, entre 1876 et 1900, jusqu'à 25 % de sa valeur, a vu cette dernière remonter presque jusqu'au niveau où elle était en 1875, en Lozère, au contraire, la baisse ne cesse pas de s'accélérer et pour bien des propriétés dépasse actuellement 30 et même 35 %.

C'est que, en Lozère plus qu'ailleurs la crise de main-d'œuvre sévit et cela malgré une hausse de salaires bien plus rapide que dans le reste de la France.

Voici à ce sujet quelques chiffres, que nous avons pu recueillir sur place ou retrouver dans d'anciens livres de comptes ; ils sont de beaucoup supérieurs comme exactitude aux fantaisistes documents officiels.

Entre 1845 et 1870 le taux de la journée pour un ouvrier non qualifié (manœuvre) s'établit entre 1 fr. 50 et 1 fr. 75.

Il est très notablement inférieur à la moyenne Française, ou nous trouvons pour la même période (1862) les moyennes de 2 fr. 75 en été et 1 fr. 75 en hiver.

Quant aux ouvriers d'art (menuisiers, maçons, couvresseurs, etc.), leur journée à cette époque ne dépasse pas 2 fr. 25.

Vers 1885-1890 les salaires des journaliers atteignent 2 fr. à 2 fr. 25 et ceux des catégories spécialisées mentionnées ci-dessus s'élèvent à 3 fr. 50. A la même époque 1882 la moyenne Française est de 3 fr. 11 en été et de 2 fr. 22 en hiver.

Enfin en 1910-1913 un journalier gagne 3 fr. à 3 fr. 25, avec parfois du vin, et les ouvriers spécialisés 6 fr.

Ainsi en 1892 la moyenne Française avec ses 2 fr. 94 salaire d'été et ses 2 fr. 04 salaire d'hiver, pour les ou-

vriers non nourris, était supérieure de près de 50 % à la moyenne Lozérienne.

Et cependant en 1892 les salaires français venaient d'être rudement comprimés par la crise, crise qui ne s'est pas fait sentir en Lozère, où les salaires ne cessent de s'accroître régulièrement depuis 100 ans.

Après 1892 les salaires français remontent et remontent même très vite, nous dit-on dans les traités d'économie politique. Ils sont aujourd'hui fixés aux environs de 3 fr. Or 3 fr. c'est aussi le minimum de la journée de travail en Lozère. Il ressort clairement de ceci que la hausse qui a atteint 50 % en Lozère en 12 ou 13 ans est très sensiblement plus rapide que dans le reste de la France.

Les chiffres que nous venons de donner sont ceux des environs de la Canourgue.

Ils ne valent qu'approximativement pour les autres régions Lozériennes. La Lozère, en effet, ne présente pas d'unité, sauf administrative ; les diverses régions qui la composent, séparées par de hautes montagnes où les communications sont difficiles, ont vécu et vivent encore à l'écart les unes des autres.

Le prix de presque toutes les denrées y varie de façon importante, et pour les prix de la viande de boucherie et du lait par exemple on peut enregistrer 10 % de différence à 20 kilomètres de distance de Marvejols à La Canourgue, villes entre lesquelles les relations sont pourtant journalières.

Que dire alors, pour des régions absolument différentes et sans communications réelles comme on en trouve chez nous. Il y a 100 kilomètres de routes

fort dures entre la Canourgue et Langogne, il faut emprunter 4 lignes différentes et employer une dizaine d'heures en chemin de fer pour aller de l'une à l'autre. Certaines vallées Cévenoles, la Vallée Française par exemple, sont tout à fait Méditerranéennes, l'olivier y pousse, et à St-Paul-le-Froid il y a 5 mois de neige.

Pour aller de St-André de Valborgne à Mende il faut passer par St-Jean-du-Gard et Alais, et 120 kilomètres après à la Bastide nouveau changement pour prendre la ligne de Mende ; il faut toute une journée pour gagner le chef-lieu.

C'est cette prodigieuse diversité qui rend fatalement toute appréciation d'ensemble fort vague ou erronée.

La Lozère n'existe vraiment, n'a vraiment d'unité que par un type moral commun à 10 ou 12 cantons. Le reste forme une série de petits groupes distincts qui n'ont que des relations administratives.

Après cette digression revenons à nos salaires. C'est leur hausse brutale qui comprime actuellement la valeur des terres, et l'empêche de suivre la hausse du prix des denrées agricoles.

Au plus fort de la crise, alors que ses prix de main-d'œuvre étaient bas, l'agriculteur Lozérien put sans trop souffrir tenir le coup. Aujourd'hui il n'en est plus de même. Alors que la hausse des prix n'est en moyenne que de 35 % les salaires eux ont augmenté depuis 1880 de 50 à 70 %. Ils ont absorbé et au delà le bénéfice que la cessation de la crise a apporté aux agriculteurs. Ainsi s'explique la baisse constante de la valeur des terres Lozériennes. Cette crise de main-

d'œuvre, on trouve la preuve évidente de son existence, dans ce fait que le nombre des chômeurs dans l'agriculture est très nettement inférieur en Lozère à ce qu'il est dans le reste de la France. Il n'y avait chez nous, en effet, que 22 chômeurs pour 10.000 habitants au recensement de 1906, effectué cependant en hiver, période de chômage.

* * *

Malgré cette montée rapide du taux des salaires d'autant plus importante qu'en Lozère la vie n'est pas très chère, l'agriculteur a la plus grande difficulté à se procurer ouvriers et domestiques.

Ces derniers se sachant très recherchés se montrent exigeants ; il leur faut de la viande et du vin au moins à un repas et parfois les propriétaires qui mangent à la même table qu'eux n'en ont pas. Pour un oui pour un non ils changent de propriété. Il n'est pas jusqu'aux petits bergers de 13 à 15 ans (les bossibiers) qui se louent de Pâques à Toussaint qui ne fassent les mauvaises têtes. Ces gamins gagnent environ 150 fr. pour 7 mois. Les domestiques de 17 à 20 ans touchent eux de 350 à 400 fr. et enfin un domestique capable ou un berger ne se loue pas pour moins de 600 et 700 fr. par an. Quant aux servantes leur salaire varie de 250 à 350 fr.

Ces divers salaires sont aujourd'hui largement aussi élevés que dans le reste de la France. Si sans parler de la proverbiale sobriété Lozérienne, on tient compte des conditions locales, des faibles salaires industriels

de la région (3,50 environ) du faible coût de la vie, de ce fait que presque tous les salariés sont propriétaires de quelque lopin de terre, champ ou vigne et généralement d'une maison, si on ajoute à cela les avantages (bois de chauffage, diminution d'impôts, etc.) qu'ils retirent de ce fait que les villages de Lozère ont presque tous d'immenses communaux (1), nous voyons que le salarié Lozérien est un privilégié parmi les ouvriers agricoles Français.

Il n'en est pas de même de son patron. Celui-ci se trouve en face d'une terre très ingrate, surchargée d'impôts proportionnellement à sa capacité de production, et avec la hausse actuelle des salaires, un domestique arrive tout juste à produire de quoi rembourser au patron ses frais de gage et de nourriture. On en est réduit à exploiter seulement les coins les plus fertiles et encore sous des formes inférieures de culture.

La loi du rendement non proportionnel joue ici dans toute sa rigueur.

Les cultivateurs Lozériens sont arrivés au maximum de l'effort possible et une nouvelle hausse des salaires entraînerait fatalement la ruine de l'agriculture Lozérienne.

Cet angoissant état de choses attira l'attention d'un petit journal local *Le Soc*, organe des œuvres catholiques agricoles, qui il y a trois ans ouvrit dans sa

(1) Les communaux occupent plus de 77.000 hectares soit 1/6 environ du territoire total.

clientèle presque exclusivement rurale et paysanne une enquête sur cette question de la crise de main-d'œuvre.

Le 11 décembre 1910 un article de Philippe de Las Cases avertissait les lecteurs du *Soc* qu'un concours allait avoir lieu sur cette question. Il précédait le questionnaire suivant auquel les concurrents devaient répondre :

- 1° Quel est dans votre commune le nombre :
 - a) Des domestiques de ferme ?
 - b) Des servantes de ferme ?
 - c) Des petits propriétaires allant en journée ?
 - d) Des ouvriers agricoles ne possédant pas de bien ?
- 2° Le nombre des salariés a-t-il tendance :
 - a) A augmenter ?
 - b) A diminuer ?
 - c) Reste-t-il stationnaire ?
- 3° Pour quelles raisons augmente-t-il ou diminue-t-il ?
- 4° Indiquer les salaires par :
 - a) catégorie de travailleurs ?
 - b) par saisons ?
 - c) quels sont ses compléments (nourriture, Logement, etc.)
- 5° Durée du travail par saison ?
- 6° Y a-t-il tendance parmi les ouvriers qui sont en même temps petits propriétaires à vendre leur bien et à quitter le pays ? Ou au contraire à acheter du bien ?
- 7° Y a-t-il chômage et dans quelle quantité ?
- 8° Comment se procure-t-on la main-d'œuvre ? Un

bureau de placement par le journal serait-il utile ?

9° Les jeunes gens partis pour Paris reviennent-ils plus ou moins nombreux qu'autrefois ?

10° Avez-vous plus de machines qu'autrefois ?

Le 30 avril 1911 les premières réponses paraissaient dans le *Soc.* La meilleure fut celle de Louis Pontier, de St-Alban. Il indiquait pour une commune de 3.000 habitants absolument rurale :

1° 25 domestiques de ferme et 30 servantes, 300 propriétaires allant en journée chez autrui et 100 ouvriers agricoles ne possédant rien ;

Que le nombre des salariés baissait à cause : (a) de l'augmentation du nombre des propriétaires par la division des domaines importants en parcelles que leurs propriétaires cultivaient seuls (propriétés paysannes) ; (b) de la dépopulation ;

Que tous les ouvriers étaient logés à la table du patron et faisaient corps avec sa famille. Ils gagnaient : domestiques 500 fr. l'an, servantes 250 fr ;

Qu'il y avait tendance à acheter de la terre de la part des ouvriers agricoles, malheureusement la surimposition contrecarrait cette tendance ;

Qu'il y avait un long chômage l'hiver, mais touchant plus les petits propriétaires et les paysans que les simples salariés, car ceux-ci exerçaient en général un autre métier qui leur permettait de vivre lors du chômage agricole (ils étaient maçons, menuisiers, etc... (1) ;

(1) Ceci explique l'apparente antinomie entre ce que nous

10° Grande augmentation du nombre de machines, mais causée par la disparition de la main-d'œuvre et ne la causant pas, car les machines suivent la dépopulation et n'apparaissent que lentement là où la main-d'œuvre est encore abondante.

Telles sont dans les grandes lignes les réponses reçues. Pour les détails, taux des salaires, etc... elles font nettement ressortir ces différences de canton à canton (déjà signalées plus haut et qui obligent sous peine d'inexactitude à ne pas donner de chiffres d'ensemble) sur les conditions de la main-d'œuvre Lozérienne.

Nous avons tenu surtout à citer cette enquête pour montrer l'importance qu'un journal comme le *Soc*, rédigé par et pour les gens du terroir, attache à cette question de la crise de main-d'œuvre.

disions du long chômage et ce que nous écrivions *supra* au sujet du petit nombre de chômeurs.

En effet, sur les statistiques les petits propriétaires qui sont en même temps ouvriers agricoles, enfermés chez eux par la neige et chômant réellement ne sont pas portés comme chômeurs ; et les rares ouvriers agricoles exclusivement salariés à cette époque travaillent pour la plupart à un autre métier. C'est cette longue inaction des paysans Lozériens et la misère qui en résulte qui sont en grande partie cause de l'émigration. Il fallait marquer la différence entre ces deux modes de chômage.



TROISIÈME PARTIE

Les remèdes.

CHAPITRE I.

Les palliatifs : Machinisme et changements cultureux,

La seule chose à faire en face de cette dépopulation toujours accélérée, et de la grave crise que nous venons de décrire, était de chercher des remèdes et des solutions simples et immédiatement applicables.

Voici ce qui a été fait.

I. Le machinisme agricole en Lozère.

Il ne date guère que d'une quinzaine d'années. A cette époque, quelques moissonneuses simples ont fait timidement leur apparition dans la région des Causses, aux environs du Massegros. Leur nombre était alors extrêmement réduit.

Quelques années auparavant, les batteuses à vapeur avaient commencé à fonctionner sur la Montagne. Dans cette région les entrepreneurs utilisaient leurs

locomobiles pendant l'hiver pour le sciage et le travail des bois et, une fois l'été venu, s'occupaient du battage. Il faut remarquer, en effet, qu'en Lozère, contrairement à ce qui a lieu dans la plupart des autres régions, où la dépiquaison se fait en hiver et contribue ainsi à diminuer le chômage qui sévit d'ordinaire à cette époque, en Lozère, il a généralement lieu en été, immédiatement après la moisson et avant les labours et semailles d'automne.

Lesdites batteuses sont assez peu répandues, et le plus grand nombre des cultivateurs continue à utiliser pour la dépiquaison, bœufs et chevaux qu'on fait tourner en rond durant des heures sur les gerbes couchées dans l'aire. C'est la pittoresque « caoucade », un des traits les plus charmants de nos villages, que ces belles « caoucades » de la fin août, quand sur les places publiques et dans les carrefours, 5 ou 6 de ces cirques minuscules fonctionnent à grand bruit. Dans la lumière du grand soleil d'été, au milieu des nuages de poussière dorée qu'ils soulèvent autour d'eux, de l'aube au crépuscule, bœufs et chevaux tournent inlassablement sur l'épaisse couche des blés où ils s'enfoncent jusqu'au ventre. Le monotone ronflement de la batteuse et les halètements de la locomobile sont avantageusement remplacés par les claquements secs des fouets excitant les animaux, et la nasillarde crécelle des « ventaïres ».

Quel que soit le charme pittoresque de cette vieille coutume, elle perd chaque jour du terrain. Elle est peu économique, longue, épuisante pour les

animaux qui y sont employés. Enfin elle est fort pénible pour ceux qui y sont encore fidèles, à cause de la poussière âcre au milieu de laquelle ils travaillent et qui, fort jolie de loin, en auréole autour des bêtes et des hommes, est extrêmement pénible à supporter de près.

Aussi depuis deux ou trois ans les batteuses mécaniques gagnent-elles beaucoup, d'autant plus que des modèles légers et économiques sont maintenant en circulation. Menées par de petits moteurs à explosion de 3 à 4 chevaux, fort bon marché, n'exigeant que peu de main-d'œuvre pour leur alimentation, elles sont à la portée de tout le monde et rendent de grands services. En outre, leur moteur léger peut être utilisé durant la morte saison à une foule de travaux accessoires ; il actionne tour à tour un coupe-racine, une pompe, voire même une petite scie. Enfin et surtout, elles sont économiques en ce qu'elles permettent de considérables réductions de main-d'œuvre, soit sur l'ancienne « caoucade », soit sur la grosse batteuse ; et là se trouve la vraie raison de leur utilisation toujours plus importante. Nous devons, en effet, remarquer que, comme nous le disions plus haut, le machinisme s'introduit en Lozère comme remède et palliatif au malaise causé par la crise de main-d'œuvre et non dans un but d'améliorations culturelles.

A l'appui de cette affirmation, nous fournissons comme preuve que les seules machines qui se répandent vraiment et qui sont utilisées sur une grande échelle sont, non pas les trieurs de graines,

charrues perfectionnées, etc... dont l'unique but est d'améliorer les rendements (1), mais celles qui, comme la batteuse, permettent de parer au manque de bras fut-ce même aux dépens de la production.

Au premier rang de ces dernières nous trouvons la faucheuse. Elle a fait son apparition il y a 4 ou 5 ans et de façon fort humble dans les vallées, où les prairies étant de sol plus régulier se prêtaient mieux à son utilisation. La généralisation de son emploi est retardée par la nature des prés (surtout dans la Montagne) qui, rarement plats, sont coupés en tout sens par quantité de rigoles d'irrigation. Cependant et avant même que les améliorations nécessaires aient été apportées aux prairies, son usage s'est répandu partout où il était possible, sous la pression des salaires devenus à peu près prohibitifs, un faucheur ne demandant pas moins de 6 francs par jour dans certaines régions.

La moissonneuse, elle, permettant d'économiser bien davantage de main-d'œuvre, s'est répandue plus vite encore, et aujourd'hui il n'y a plus dans la région des Causses une seule ferme, même d'importance moyenne, qui ne possède soit sa javeleuse, soit

(1) Il ne faudrait pas croire cependant que les instruments ayant simplement pour but d'améliorer les rendements soient inconnus chez nous. Grâce à la propagande faite par les syndicats agricoles et à l'exemple d'hommes actifs et dévoués, les charrues perfectionnées, les houes, les canadiennes, etc., ont fait leur apparition et poursuivent depuis 4 à 5 ans une brillante carrière.

Il en est de même pour les engrais chimiques inconnus ou presque il y a dix ans et qui, aujourd'hui, sont à peu près universellement utilisés.

sa lieuse. La Montagne, qui était en retard, entre elle aussi dans le mouvement. Il semble qu'une vraie frénésie de machinisme (le mot n'est pas trop fort) se soit abattue sur le pays.

C'est ainsi que dans la seule petite ville de la Canourgue où, auparavant, il se vendait 4 à 5 machines par an, il s'en est vendu une cinquantaine dans le courant de chacune des années 1911, 1912, 1913.

Quel est le nombre des machines en usage ? Il est difficile de le dire ; cela est même impossible, car nous n'avons aucune statistique à ce sujet. Nous pouvons toutefois affirmer qu'en ce qui concerne les machines réduisant la main-d'œuvre, les pays du Causse (et bientôt aussi la Montagne) n'ont plus rien à envier à aucune région Française. Dans ces pays où, il y a 10 ans, il était inconnu, le machinisme agricole a définitivement acquis droit de cité.

À la brusquerie de cette transformation, on peut juger de l'intensité du besoin auquel elle correspondait.

La routine proverbiale des Lozériens avait longtemps fait écarter ce nouveau moyen de culture. Il a fallu la grande poussée occasionnée par la disette de main-d'œuvre pour renverser cette barrière et faire admettre aux paysans Lozériens ce qui, tout d'abord, leur avait semblé ridicule et inefficace.

Je pourrais, en effet, citer un fermier d'une importante propriété qui, il y a 10 ans, refusa dédaigneusement la moissonneuse que le fils de son propriétaire voulait lui offrir sur ses économies de jeune homme.

Aujourd'hui le même fermier, en attendant d'en acheter une pour son compte, loue fort cher à un de ses voisins cet instrument qu'il dédaignait il y a dix ans.

II. Les changements cultureux.

Par ces divers détails on peut juger de la grande transformation accomplie en dix ans par la Lozère agricole.

Quelque importante qu'elle ait été et quelle que soit l'ampleur qu'elle ait prise, elle n'a pu suffire à maintenir à son niveau l'agriculture Lozérienne.

Antérieurement au développement du machinisme, l'autre palliatif aux crises de main-d'œuvre : les changements cultureux, le remplacement des cultures riches mais exigeant un gros personnel par des formes sommaires et pauvres de l'utilisation du sol mais réclamant peu de travail, avait fait son apparition en Lozère.

C'est ce qui avait déjà eu lieu notamment en Normandie où des formes pauvres de culture telles que le pâturage et les herbages gagnent chaque année du terrain sur les formes plus riches, telles que la production du blé et du colza.

En Lozère, cette transformation a eu surtout lieu dans la région des Causses. Là de très importantes superficies labourées et cultivées en blé autrefois sont aujourd'hui transformées en pâtures et paccages. Nous n'avons absolument aucun document sérieux

qui nous permette d'évaluer avec exactitude l'importance de cette transformation. Mais les enquêtes directes menées sur place m'ont permis d'acquérir la conviction que dans la région des Causses la superficie perdue par la culture des céréales et gagnée par le pâturage et les herbages est égale à un tiers de la surface labourable.

Plusieurs causes ont agi dans ce sens ; et d'abord la dégradation progressive du pays qui en bien des endroits a transformé en désert pierreux des terres qui furent autrefois cultivées et moissonnées. Mais néanmoins il ne faut pas exagérer et si les cas de ce genre sont nombreux ils ne représentent au total qu'une faible importance.

Plus actif et de beaucoup est le développement de l'industrie laitière au cours de ces dernières années.

Les arrondissements de Millau et de Saint Affrique dans l'Aveyron, la partie nord de l'Hérault et le sud de la Lozère se trouvant dans le voisinage de Roquefort et possédant un monopole de fait absolu pour la production du lait de brebis nécessaire à la fabrication du célèbre fromage, ont vu soudain la valeur de leurs produits s'accroître de façon extrêmement importante. (Seuls, en effet, les herbages de ces régions peuvent donner au lait de brebis la finesse, la saveur et les diverses qualités indispensables à cette utilisation fromagère.)

C'est ainsi que le lait qui, il y a 15 ans, valait de 18 à 20 fr. l'hecto a, au cours de ces dernières années, atteint les prix de 37 et même 40 fr. En outre, la constitution à Roquefort de puissantes sociétés indus-

trielles et la demande sans cesse croissante des dits fromages ont amené la création sur tout ce territoire d'un nombre toujours plus important de laiteries, et l'organisation très perfectionnée d'un système de levage quotidien du lait dans presque chaque ferme.

Les grandes facilités et les bénéfices plus grands laissés aux cultivateurs (1) ont naturellement poussé à la transformation culturale.

La production du blé est passée à un rang subalterne ; tout a été sacrifié au lait. Il faut avant tout « marquer pour Roquefort » (2). Le troupeau et son corollaire nécessaire le pâturage sont passés au premier plan, et l'avenir du troupeau lui-même a parfois été sacrifié, par le massacre presque total des

(1) Je tiens de certains propriétaires des Causses de la Canourgue qu'ils retirent de leurs propriétés en les exploitant en vue de la production du lait, un produit brut supérieur de 25 % à celui qu'ils obtenaient par la culture des céréales avec des frais de main-d'œuvre inférieurs de 10 %.

Dans ce cas spécial et à cause de *la rente* que les terres du Causse retirent de leur monopole, il se trouve que le mode de culture à faible main-d'œuvre donne un produit brut supérieur à celui des cultures exigeant une grande quantité de travail. Mais c'est là un cas absolument exceptionnel.

(2) Cette production n'est du reste pas laissée au hasard et des contrats passés le plus souvent pour 3 ans assurent aux cultivateurs la fixité des cours. Ils règlent aussi la qualité du lait, la tolérance en lait de vache, tolérance qui tend à s'abolir, etc...

Les fraudes très sévèrement réprimées ont été, grâce à de fréquents prélèvements, à peu près complètement supprimées.

jeunes agneaux (1), à ce désir de production laitière.

Nous tendons de plus en plus à la monoculture.

Cependant le léger fléchissement des cours du lait, fixés actuellement autour de 30 à 32 francs l'hecto, ainsi que le relèvement du prix des céréales ont tendance à faire reculer l'élevage.

Mais ici intervient le manque de personnel qui, pour avoir agi en sourdine en se dissimulant sur ces grandes transformations, n'en a pas moins été le plus actif facteur. C'est lui qui, à l'heure actuelle, empêche un retour raisonnable à la culture des céréales. Un domestique, en effet, touche aujourd'hui un gage qui varie autour de 600 francs logé et nourri et, à ce prix, il n'est pas rémunérateur d'en employer à la culture du blé dans une région où les rendements sont à peine de 10 hectolitres à l'hectare. L'élevage du mouton, au contraire, permet de faire de grosses économies de main-d'œuvre, économies que certains évaluent à 30 %.

La région de la Montagne, elle, est restée à peu près à l'écart de ce mouvement car, de tout temps, les prairies et les pâturages l'ont de beaucoup emporté dans ce pays sur les autres cultures. Les fermes n'y produisent guère comme céréales que le seigle nécessaire à la consommation familiale.

(1) C'est ainsi qu'en 1913 la seule gare de Banassac-La-Canourgue n'a pas exporté à destination de Paris moins de 25.000 agneaux.

CHAPITRE II.

Les remèdes d'ordre moral : Enseignement, Conférences, Semaines rurales.

.....

Le mal si grave que nous venons de constater, n'a pas laissé d'émouvoir tous ceux qui, en Lozère, ont l'amour profond du pays et de la race. Leurs efforts, s'ils n'atteignent pas directement les causes profondes, méritent pourtant d'être signalés.

Nous avons vu que les causes de la dépopulation étaient de deux sortes :

1^o Causes générales agissant à la fois sur la natalité pour la restreindre et sur l'émigration pour l'activer : j'ai signalé l'individualisme et la diminution du sentiment religieux.

2^o Causes spéciales : chômages, etc.....

A l'égard des premières, seules de profondes réformes peuvent amener une amélioration. Loyalement, il faudra reconnaître que l'on fait fausse route quand on propose aux jeunes générations un déclassement

social qui a pour conséquence l'appauvrissement certain du pays.

Mais pour ne pas sortir de notre sujet, nous nous bornerons à examiner ce qui peut être tenté par l'Etat et par l'initiative privée, d'abord en matière d'enseignement scolaire et post-scolaire, ensuite sur le terrain social proprement dit.

I. Modifications dans l'esprit de l'enseignement primaire.

Nous avons cité la phrase singulière de M. Charles Rivet, parue dans *La Lanterne* du 13 octobre 1913 : « L'école primaire a pour premier devoir de faire oublier aux fils de notre peuple qu'ils peuvent être Béarnais, Bourguignons ou Bretons... »

A cette conception nous opposons nettement celle que défend Maurice Barrès dans la préface d' « Un Homme Libre » et dans toute son œuvre : « Une de nos thèses favorites est de réclamer que l'éducation ne soit pas déparlée aux enfants sans égard pour leur individualité propre. Je voudrais qu'on respectât leur préparation familiale et terrienne. »

Une des plus puissantes causes morales dont nous venons de parler est, sans contredit possible, l'enseignement primaire, tel qu'il est donné à l'heure actuelle. Par cela même qu'il néglige, sous le prétexte de la laïcité, l'éducation religieuse, il a contribué à laisser se propager dans nos campagnes un individualisme égoïste dont les parents lozériens écoutent chaque jour plus docilement les suggestions.

Une simple réforme philosophique dans l'enseignement primaire ne suffirait pas au reste à le rendre inoffensif. C'est son organisation même qu'il y aurait lieu de modifier. Nous allons voir, en effet, comment, par le fond de l'esprit centralisateur qui l'anime, et en dehors de toute question philosophique, il tend à faire du petit lozérien un déraciné.

Certes nous ne sommes plus au temps où un célèbre ministre de l'instruction publique se réjouissait à la pensée que tel jour, à telle heure, tous les élèves des lycées et collèges de France composaient en version latine. Quelques tentatives pour adapter l'enseignement aux besoins locaux ont été faites, mais nous sommes encore loin de compte.

Par la proscription absolue de notre idiome national, du patois, seul langage d'usage courant pour l'immense majorité de notre population, par le ridicule qu'ils jettent sur cette langue, les maîtres d'école atteignent au-delà de la langue visée ceux qui la parlent, bien souvent les parents des élèves eux-mêmes qui n'en comprennent pas d'autre et sont ainsi diminués dans l'esprit de leurs enfants.

Atteinte aussi la petite patrie dont le patois est le produit et l'expression profonde. Que d'idées, que de choses qui ne peuvent être nommées que par lui et qui, en son absence et en l'absence aussi du Français trop mal appris, risquent de demeurer étrangères aux petits paysans diminués dans leur intelligence et leur sensibilité.

Ce petit paysan, ce n'est pas seulement en se moquant de la langue des siens qu'on le détache

de sa « terre et de ses morts », c'est aussi en lui inspirant le mépris de sa profession future. Qui de nous n'a maintes fois entendu tomber du haut de la chaire du maître cette phrase sacrilège adressée aux cancren ou aux paresseux : « Va, tu ne feras jamais qu'un paysan ! »

En outre, pas un mot n'est dit aux enfants des choses de la culture, de l'élevage et, pour les fillettes, du ménage. On leur apprend la chimie mais pas l'agriculture, et là où par hasard quelques cours professionnels fonctionnent en vertu de l'arrêté du 31 juillet 1897, il faut voir ce que vaut cet enseignement donné pourtant par des maîtres sortis en grande majorité du milieu agricole, mais affectant d'en avoir tout oublié.

Il y a là un large champ d'activité ouvert aux pouvoirs publics et je ne saurais mieux faire que de citer M.-J. Charles Brun (1) :

« En quoi consiste la bonne méthode ? A laisser de côté le verbalisme et les nomenclatures, à procéder du connu à l'inconnu..... il existe, nous l'avons dit à satiété, des variétés régionales : chaque région a son tempérament et ses besoins..... Ne faites pas de l'étude de la géographie l'étude d'une liste de noms..... »

« Je voudrais, écrivait M. Bréal en 1872, que l'enseignement géographique prit pour point de départ le lieu même que l'enfant habite ».

» Cela n'est pas moins vrai du passé..... Quelle vie

(1) *Le Régionalisme*. Bloud et Cie, Paris.

infusée à l'enseignement de l'histoire s'il montrait la part que chaque région et s'il est possible chaque ville ou village a prise aux événements nationaux... Reste l'enseignement essentiel, celui de la langue française. Ici, dans toutes les régions qui ont conservé un idiome local bien déterminé, les régionalistes estiment que cet idiome ne doit pas être pros crit de l'école. Aux raisons morales (attachement au sol et au métier, respect des parents) ils ajoutent de solides raisons pédagogiques (1). »

Pouvons-nous espérer que l'Etat fasse effort dans ce sens ? Avons-nous quelque chance de voir un jour une régionalisation de l'enseignement primaire ? Cela est peu probable si l'on tient compte des principes sur lesquels repose l'Etat Français actuel.

Tant que les abstractions du XVIII^e siècle sur « l'homme en soi » n'auront pas cédé la place comme règles de gouvernement à quelques principes de politique positive que Le Play, Comte, Taine, etc... ont formulés, nous ne risquons pas d'assister à une tentative tant soit peu sérieuse d'adaptation de l'enseignement aux besoins locaux.

Toutefois en attendant que l'Etat entreprenne quelque chose sur ce point, ou tout au moins fasse appliquer ses propres décrets sur l'enseignement agricole, il a paru à un groupe d'Aveyronnais et de Lozériens qu'il y avait là un champ excellent pour l'initiative privée. Et ils ont fondé la « Société d'En-

(1) Oddo : *De l'utilité des idiomes du Midi pour l'enseignement de la langue Française*. Paris, Le Soudier.

couragement aux Institutions rurales du Plateau Central » sous la présidence de M. Fenaille.

C'est d'abord une fédération groupant des syndicats agricoles, des mutualités, des caisses rurales, et logeant à son siège social les services de la Caisse régionale de crédit, de la Caisse de retraites du Plateau central, de la Caisse régionale incendie, etc...

Sous ce rapport, nous aurons à la retrouver plus tard, quand nous nous occuperons de la lutte contre la dépopulation par le moyen des œuvres sociales agricoles.

Pour l'instant c'est son premier but qui nous intéresse.

La Société a pris à tâche d'encourager les dévouements à l'égard du pays, sous quelques formes qu'ils se présentent : fidélité à la terre ou à ses maîtres. Et par des distributions de diplômes et de prix parfois fort importants, s'appuyant sur la haute autorité morale, sur l'influence que possèdent dans le pays et le respect dont sont environnés ses fondateurs, elle a entrepris de réhabiliter dans l'esprit des jeunes, qui les trouvent un peu démodées, ces vieilles vertus familiales d'ordre, de respect, de dévouement, de la mort desquelles nous mourrons.

Et qu'on ne nous dise pas que cela est sans importance, et sans utilité aucune. On n'a qu'à regarder ce qu'une association purement philologique, comme le félibrige, et l'exemple de Mistral, ont fait pour le Midi, et les résultats qu'ils y ont obtenu. Ces mouvements n'agissent pas sur la masse. Objecte-t-on qu'ils n'agissent pas directement ? Il est possible. Mais

leur influence indirecte n'est pas niable. Ils ont redonné le goût du pays à nombre de familles importantes ; grâce à eux l'absentéisme a été diminué et autour de chacune de ces familles consolidées ou ramenées sur leur sol c'est un groupe de petits vivant d'elle qui a été lui aussi consolidé. Il faut du reste noter que l'automobile, qui permet d'en sortir facilement et enlève la pénible sensation d'isolement, contribue pour beaucoup à ce retour à la campagne auquel nous assistons dans certaines provinces.

Parmi les personnes ayant obtenu des diplômes et des prix, citons :

Mlle Sophie Poujouly, professeur des écoles ménagères ambulantes, et M. François Marcon, gérant du Soc, dont les efforts continus ont été pour beaucoup dans le succès des œuvres lozériennes.

Du reste, la Société d'Encouragement n'est pas la seule entreprise de l'initiative privée.

D'autres se sont créées qui ont eu surtout pour but de combler la lacune, que cause dans l'instruction des jeunes lozériens l'absence d'enseignements professionnels dans les écoles primaires.

II. L'enseignement ménager en Lozère.

L'œuvre des écoles ménagères ambulantes, fondée en 1908 par Mme de Las Cases, eut précisément pour but de parer à la non adaption de l'enseignement primaire aux besoins de la jeune paysanne.

Frappée de l'ignorance absolue des plus élémentaires lois de l'hygiène et de l'économie domestique, dont faisaient preuve les petites lozériennes, cette femme de cœur comprit que là était une des causes déterminantes de l'émigration lozérienne, et qu'il ne servirait presque de rien dans la lutte contre celle-ci d'apporter quelques légères augmentations de salaires au foyer, si le gaspillage et la saleté continuaient d'y régner en maîtres.

L'œuvre à entreprendre était donc de former les fillettes de chez nous à la propreté et à l'hygiène ; de leur apprendre à tenir une maison, à tirer parti des produits secondaires de la ferme jusqu'ici négligés bien souvent, à soigner un bébé ou un malade, à rendre enfin le foyer agréable et doux, et de lutter par là plus efficacement que par toutes les prédications possibles contre la désertion de notre terre.

Mais comment, par qui faire donner cet enseignement ?

Comment l'organiser assez long pour qu'il fut fécond, assez court pour qu'il put être suivi facilement ?

Le meilleur moyen d'avoir un enseignement adapté aux besoins locaux fut, jugea-t-on, de prendre comme professeur une jeune fille du pays, à laquelle serait donnée une forte et lente formation, formation qui dura deux années.

Sur le conseil de M. de Vuyst, directeur du Ministère de l'Agriculture belge, Mme de Las Cases choisit près de Bruxelles un couvent laitier-ménager. La jeune Lozérienne y étudia un an. Elle fut ensuite pro-

fesseur pendant trois mois dans un village belge, puis passa autres trois mois à l'école ambulante laitière de Leuze. En 1908, elle obtint son diplôme belge d'une façon fort brillante.

Pour adapter ses habitudes belges aux nécessités françaises, elle refit ses études à l'Institut normal de Mme de Diesbach, où elle prit son diplôme français et où elle fut professeur adjoint. Puis elle passa quatre mois au dispensaire de Charonne, où elle apprit les pansements, l'hygiène, etc...

Après cette longue préparation, le programme put enfin être arrêté dans de parfaites conditions. Voici ses grandes lignes : Comptabilité ménagère, blanchissage, repassage, hygiène de l'alimentation, du vêtement, cuisine, couture, coupe, soins à donner aux jardins, à la basse-cour, études laitières, etc...

Tout en étant prêt ainsi, il restait à accomplir le plus gros de la tâche : Faire comprendre à des paysans essentiellement routiniers, l'importance morale des cours ménagers ; les faire admettre par les pères et mères et par les filles aussi, qu'il était nécessaire d'encourager à se donner de la peine sans bénéfice immédiat... et renouveler ces efforts dans chaque village.

En avril 1908, le premier cours fut organisé à Saint-Alban-sur-Limaniolle. Il y eut 32 élèves.

Depuis, le jeune professeur a donné 31 cours de 65 jours chacun dans 31 villages.

667 filles ou fillettes les ont suivi, chaque jour, de 9 heures du matin à 5 heures du soir. Et cet enseignement est aujourd'hui si apprécié que le professeur est retenu dix-huit mois à l'avance.

Aucune solennité, du reste dans cet enseignement. Environ trois mois avant son ouverture, les curés en annoncent en chaire la date, et les inscriptions se font peu à peu. Au jour dit et sans cérémonie, le professeur arrive avec son matériel dans de grands paniers. Matériel très simple et que tout jeune ménage campagnard a, ou peut facilement avoir : plats de terre, petit fourneau, barrate, etc....., sentences murales, tableaux, etc...

Et aussitôt l'on se remet au travail au milieu d'un auditoire attentif, qui bien souvent a fait deux heures de marche le matin pour venir assister aux cours, et en fera autant le soir pour regagner son toit. Rentrée chez elle, l'élève fait part aux siens de ce qu'elle a appris et ainsi cet enseignement acquiert un rayonnement tout à fait surprenant.

Un an après le cours, une longue visite est faite aux anciennes élèves afin de voir si elles mettent en pratique les enseignements reçus.

Des récompenses, graines potagères, volailles sélectionnées sont données aux meilleures élèves. Enfin, une bibliothèque circulante fonctionne entre tous ces centres, où plus tard se recruteront les éléments nécessaires à la création de cercles de fermières.

Après les hésitations et les hochements de tête du début, les parents ont fini par comprendre toute la valeur de cet enseignement ménager, non seulement au point de vue des améliorations économiques et techniques qui en résultent, aspect qui est le premier perçu, mais aussi au point de vue de ses effets moraux, conséquences directes de ses résultats maté-

riels. Ils ont compris qu'en lui se trouvait une des plus puissantes armes dont nous puissions disposer contre la désertion du sol. Ils ont vu, que lorsque le foyer serait devenu plus aisé, plus coquet et plus gai, grâce à l'art de nos fermières (ne sont-ce pas les femmes qui font les bonnes maisons ?) les jeunes partiraient moins nombreux pour la Ville. Voici un petit fait à l'appui de ces quelques mots :

Dans un toast porté en patois par le maire d'une commune dans un repas où ses administrés fusionnaient amicalement chez leurs amis du château, ce maire vénérable disait :

« Je pleure ceux que je ne vois pas à cette table.

» Je pleure ceux qui ne sont pas nés.

» Ceux qui auraient été des Français et des catholiques de plus si plus tôt, on avait, par le travail et le goût de la maison, su retenir celles de nos filles qui sont parties et sont mortes à l'hôpital à Paris, sans avoir été mères (1). »

III. Les Conférences, les Cercles.

Après l'enseignement ménager l'enseignement social. Il a été fait en Lozère, ces dernières années, une très active propagande en sa faveur.

Il y aura bientôt dix ans, Philippe de Las Cases, entraîné par une noble vocation vers tout ce qui pouvait être utile à sa petite patrie lozérienne, créait

(1) Rapport de M. de Las Cases au Congrès International de la Protection de la jeune fille. Paris, 1913.

chez nous les premiers cercles d'études. C'était dans les villages de la Montagne et à Marvejols que s'organisaient les premiers embryons des nombreuses œuvres d'aujourd'hui.

Des conférences données de ci de là, l'appui d'une partie du jeune clergé firent réussir ce mouvement. Il y eut comme une vague d'enthousiasme chez les jeunes gens et bientôt les cercles se créèrent nombreux. Au Congrès d'Aumont, en 1905, 14 étaient représentés et l'organe de ce jeune mouvement « Le Soc de Gévaudan et d'Auvergne », créé un peu auparavant, semblait promis à de brillantes destinées.

Elles brillèrent, en effet, au cours des années 1905-1906, et à Aumont, en 1906, plus de 25 cercles existaient déjà et avaient envoyé des rapports.

Un jeune prêtre, M. l'abbé Teissandier, avait, en outre, organisé un groupe de conférenciers populaires qui s'en allaient porter chaque dimanche la bonne parole dans nombre de petites paroisses. Sous la poussée de cette active propagande, on commença alors à causer, un peu partout en Lozère, de choses et d'idées bien nouvelles. Associations, syndicats, mutualités, etc....., des données hétérogènes se mêlaient dans les têtes en un véritable chaos.

C'était une sorte de frémissement confus ; personne ne savait ce qu'il en sortirait, mais tous sentaient qu'il en sortirait quelque chose.

Déjà des tentatives étaient faites pour créer ou rénover de petites industries rurales. Nous pouvons citer celles en faveur de la vannerie fine, et de la

fabrication des blocs perforés destinés à l'Institut Pasteur comme boîtes pour les flacons de sérum.

L'organe de ces jeunes groupements, *le Soc*, ne cessait de se développer.

Il était devenu hebdomadaire, son format avait grandi, il allait bientôt être tiré sur six pages, et enfin, chose essentielle, son tirage augmentait régulièrement et atteignait près de 2.000 exemplaires. *Le Soc*, intimement lié au développement des institutions sociales dont il est l'organe, est un véritable baromètre, nous permettant d'apprécier le degré de vitalité de ces œuvres. Et quand nous le voyons prospérer, nous pouvons sans hésitation conclure que le mouvement d'organisation sociale est en période d'activité.

A ce moment, se place un événement de toute première importance dans l'histoire si courte encore de ces associations.

A la suite de grandes journées sociales tenues à Mende, toutes les associations, cercles d'études, mutualités, groupe de conférenciers, etc... se fédérèrent en une ligue, qui prit le nom de Jeunesse Lozérienne, avec Philippe de Las Cases comme président et François Marcon comme secrétaire.

Ce dernier, avec une âme ardente d'apôtre, une indomptable énergie physique et morale, et ce grand bon sens naturel propre aux terriens, ne tarda pas à donner à la fédération et au journal dont il fut le gérant, une allure tout à fait pratique.

Jusque là, tout le travail des cercles, des confé-

renciers, etc... avait été purement spéculatif ou presque. D'excellents principes avaient été répandus, mais il n'y avait pas ou presque pas eu de réalisations pratiques. La jeunesse lozérienne proclamait la bienfaisance de la Mutualité, du syndicalisme agricole, du crédit rural, mais il n'existait qu'un ou deux syndicats, une seule caisse rurale, etc...

Sous la nouvelle impulsion donnée à la Ligue par son président et son secrétaire, les œuvres se multiplièrent. A un moment on put compter jusqu'à 45 cercles d'études. Beaucoup moururent, mais le plus grand nombre survécut. Le travail se défaisait sans cesse, mais sans cesse aussi les membres de la ligue le refaisaient. Presque tous les groupes étaient visités chaque année par quelques-uns des organisateurs.

C'est ainsi qu'en 6 ou 7 ans, plus de 400 conférences ont été données dans les arrondissements de Mende et de Marvejols.

Mais la conférence est un bien médiocre instrument de pénétration. Il fallait trouver mieux.

Philippe de Las Cases et Marcon organisèrent les Semaines rurales.

Bien que la conférence ordinaire avec sa durée d'une heure et son imprécision forcée fut un instrument défectueux d'éducation sociale, les dirigeants de la Jeunesse Lozérienne pensèrent qu'en la modifiant ils pourraient l'améliorer.

La Semaine rurale est une conférence améliorée, en ce sens que, au lieu de s'adresser à une foule d'individus, qui ne sont pas préparés à l'écouter et

qui sont trop nombreux pour que le conférencier puisse prendre contact avec chacun d'eux, le semainier ne parlera qu'à un petit groupe de personnalités, déjà au courant des questions sociales, qu'il lui sera facile d'atteindre individuellement.

C'est une sorte de cours-causerie.

C'est une conférence améliorée aussi, au point de vue de la durée, car au lieu d'une heure c'est pendant huit jours qu'elle se prolonge, soit au café, soit aux champs, soit le soir à la veillée dans les fermes.

Marcon, le semainier, s'en va passer une semaine dans un village, au fort de l'hiver, quand les travaux sont interrompus par les froids. Grâce au concours des nombreux correspondants, que la Jeunesse Lozérienne compte dans les villages, et à l'appui du clergé, il a été renseigné sur les besoins de la commune. Il a pu étudier à l'avance les organisations utiles et en faire répandre l'idée.

A son arrivée, il trouve donc une terre prête à êtreensemencée. Pendant les huit jours de la semaine rurale, des conversations, des échanges de vue se poursuivent entre les 15 ou 20 paysans qui y assistent et le conférencier. Les questions de mutualité, de crédit, etc... peuvent être examinées à fond, discutées en commun, non *in abstracto*, mais pratiquement, positivement, en fonction des diversités locales.

Je laisse ici parler la Chronique Sociale de France :

« L'hiver venait, le moment était bien choisi pour aller quérir au gîte les paysans qu'on voulait instruire et organiser. Par les routes ensevelies sous la

neige, le conférencier gagna les villages, s'y installa 8 jours durant. Un four banal, une écurie abritaient les conférences du matin et le soir, auprès des bêtes que le paysan pensait, ou devant lâtre familial, la conversation reprenait, illustrée d'exemples *ad hominem*.

» Devant ce jeune homme... qui parlait leur patois, qui nommait les choses par leur vrai nom savoureux et familier, les paysans sortaient de leur mutisme, et laissaient leur sourde défiance.....

» Ainsi de plus en plus dans le pays on prenait coutume de regarder vers le petit centre d'où venaient tant de lumières. »

Les jours de marché à Marvejols, les bureaux du Soc, qui sont en même temps ceux de la Jeunesse Lozérienne et de l'important syndicat agricole de Marvejols, sont pleins d'amis, qui viennent reprendre contact avec Marcon, et lui demander conseil pour leurs œuvres.

Celles-ci sont nées, en effet, nombreuses et durables. Au cours de ses 32 semaines rurales, le semainier a créé :

Mutuelles agricoles Incendie.....	42
— — Bétail.....	17
Syndicats agricoles.....	29
Caisses de crédit rural.....	8

Ces associations groupent en moyenne une trentaine de membres. Elles représentent donc un total de près

de 2.500 chefs de famille, soit en réalité plusieurs milliers de personnes (1).

Nous les retrouverons d'ailleurs plus tard sous ce rapport.

Pour l'instant, il nous suffit de constater que, grâce aux cercles, aux conférences, aux semaines rurales, aux œuvres sociales agricoles, un état d'esprit favorable au retour à la terre est apparu dans certaines régions. Le sentiment de l'absolu pouvoir de l'administration et de l'impuissance individuelle, est gravement atteint par le développement de l'esprit mutualiste, et cependant en Lozère, plus qu'ailleurs si possible, est vraie l'ironie barrésienne : « Dieu... ne se fait plus entendre dans les départements, parce que les habitants n'osent plus écouter que l'administration. »

Nous préparant ainsi par son tour d'esprit nettement local et religieux au régionalisme et à une renaissance de la foi, la Jeunesse Lozérienne tend à rééduquer en nous nos vieilles disciplines locales et catholiques, les deux meilleurs freins qui se puissent trouver à la dépopulation.

(1) Ces chiffres sont évidemment très faibles au point de vue absolu, mais si nous les comparons aux 96.000 habitants des arrondissements de Mende et de Marvejols, nous voyons qu'ils représentent un pour cent appréciable.



CHAPITRE III.

La lutte contre le chômage.

.....

Après les moyens d'ordre intellectuel et moral que nous venons de décrire, préconisés et employés pour combattre les causes morales et intellectuelles de la dépopulation, nous abordons un terrain plus terre à terre.

Nous avons vu qu'une des principales causes de l'émigration Lozérienne était la grande pauvreté du paysan, résultat du long chômage que la rigueur du climat et la nature des cultures imposent aux agriculteurs. Les salaires très élevés ne suffisent pas à rétablir l'équilibre car, pour les ouvriers agricoles, il n'y a guère que 200 jours de travail par an et encore. D'autre part, les employeurs Lozériens ne peuvent absolument plus supporter une hausse dans le prix des salaires, ceux-ci ayant déjà augmenté de 50 % en quelques années et ayant absorbé et au delà les plus-values résultant de la hausse des denrées agricoles.

Le prix de la journée ne pouvant s'élever, il n'y a qu'un moyen d'élever le salaire annuel, c'est d'augmenter le nombre des journées de travail, c'est-à-dire de diminuer le chômage.

I. La lutte contre le chômage d'été. **Les migrations temporaires dans le Midi** **viticole.**

Et, tout d'abord, il faut lutter contre le chômage d'été. Ici, nous rencontrons une habitude toute récente en Lozère, qui ne s'y est installée que grâce au développement des voies de communication : Les migrations vers le Languedoc d'ouvriers allant travailler aux vendanges.

C'est au mois d'août quand la moisson des blés d'hiver est finie en Lozère et avant la récolte des avoines qui ne mûrissent qu'en octobre, à peine avant les premières gelées, que la vendange commence dans le « pays bas ».

De tout temps, dès la plus haute antiquité, ces riches terres à vin de l'Hérault, de l'Aude et du Gard ont fait une vive impression sur ceux des Lozériens qui les visitaient. C'était la terre promise pour nos pauvres montagnards. Au reste, les relations étaient fréquentes et journalières presque, car pour tout, administration, justice, etc., nous étions rattachés, quoique province indépendante, au Languedoc, à Toulouse et à Montpellier, après l'avoir été à Barcelone et à l'Aragon.

Cette dépendance s'accentua encore au cours du

xix^e siècle (Académie, cour d'appel, circonscription militaire), mais les trajets étaient encore trop coûteux et trop longs pour que nos ouvriers pussent aller nombreux travailler dans le Midi. Au reste, chez nous à cette époque, les industries à domicile florissaient et le chômage était inconnu.

Quand ces industries furent mortes, bien mortes et que les bras durent rester inactifs après 1875 ; quand les voies ferrées furent enfin percées à travers nos montagnes, entre 1880 et 1885, ce chômage et ces facilités de transport se trouvèrent coïncider avec la renaissance du Midi après le phylloxéra.

A cette même époque, la dépopulation était chose à peu près faite en Languedoc. Au moment du phylloxéra, en effet, beaucoup de propriétaires paysans, ruinés par la mort de leurs vignes, avaient quitté le pays et, le malthusianisme aidant, il n'y avait presque plus de bras dans les villages méridionaux, quand au moment de la reconstitution des vignobles on se trouvait en avoir le plus grand besoin.

Tout naturellement, nos paysans, souvent sans travail et gagnant chez eux 30 sous par jour, furent attirés par les hauts salaires languedociens.

Les compagnies de chemins de fer firent de grands efforts pour favoriser ce mouvement : création de trains spéciaux, réduction de 50 % sur le tarif des billets, etc.

Bientôt l'habitude se répandit d'aller passer un mois ou 5 semaines dans le Midi pour les vendanges.

En général, toute la famille partait, maris, femmes, enfants en âge de travailler et même les bébés quand

il n'avait pas été possible de les laisser au pays chez quelque parent.

Une fois les vendanges terminées, tout le monde rentrait au bercail en rapportant des économies qui parfois atteignaient 150 ou 200 francs, de quoi passer les plus mauvais mois d'hiver.

Vers 1900 il y eut un véritable engouement pour ces migrations, à tel point que dans certaines régions Lozériennes, non seulement il n'y avait plus de chômage mais qu'encore on y manquait de personnel pour les travaux de la dépiquaison.

Bien que nous n'ayons pas de statistiques à ce sujet, nous pouvons cependant affirmer que le mouvement s'est considérablement ralenti : de plus de 50 %.

En 1912, le réseau du Midi n'a plus délivré pour les lignes de Béziers-Neussargués, du Monastier à Mende et de Mende à la Bastide, que 614 billets de vendanges (1) et le P.L.-M. environ autant ou même

(1) Les billets sont ainsi répartis :

<i>Ligne de Béziers.</i>	
Aumont-Aubrac	141
Banassac-la-Canourgue	131
Le Monastier	38
Marvejols	130
Saint-Chély	32
Saint-Sauveur	88
Total	560
<i>Ligne de Mende.</i>	
Chanac	22
<i>Ligne de la Bastide.</i>	
Belvezet	32
Total général	614

un peu plus. Avec les isolés nous arrivons au total de 15 à 1.800 travailleurs, ce qui évidemment n'est pas beaucoup de façon absolue, mais représente néanmoins, eu égard à notre faible peuplement, 4 à 5 % de notre population active totale.

Sous l'influence de quelles causes se produit le ralentissement de ces migrations ?

D'abord la population Lozérienne ayant considérablement baissé depuis 20 ou 25 ans, il n'y a à peu près plus de chômage d'été. Loin de là même, puisque des gens de la Montagne Noire (région de Castres et Bédarieux), viennent s'embaucher pour les moissons dans la région Canourguaise, où le manque de bras se fait plus spécialement sentir.

En second lieu, la grande différence dans le taux des salaires qui existait en 1885, 1890 entre la Lozère et le Midi a considérablement diminuée.

A cette date, le prix de la journée Lozérienne était fixé autour de 2 fr. dans les environs de la Canourgue et de 1 fr. 50 sur la montagne, tandis que dans le Midi les salaires variaient au temps des vendanges aux alentours de 4 fr. 50 à 5 fr. avec deux litres de vin et 9 heures de travail, les heures supplémentaires étant payées 7 à 8 sous.

Il y avait ainsi 50 à 60 % de majoration de salaires et cette prime était assez forte pour attirer nos montagnards.

Mais, à l'heure actuelle, nos journées de 3 fr. en temps normal, de 4 fr. 50 et 5 fr. en temps de moisson (1) pour des ouvriers nourris et logés sont

(1) On a même vu en 1912 à la Canourgue, un jour de

aussi bien payées et même mieux que celles du Languedoc qui sont de 5 fr. pour 8 heures de travail avec 0 fr. 75 centimes par heure supplémentaire et 3 litres de vin, ce qui, en comptant 3 heures supplémentaires, donne 7 fr. 25 par jour, d'où il faut défalquer 2 fr. de nourriture. La petite différence (qui n'existe même pas toujours) en faveur des salaires languedociens est beaucoup trop faible pour compenser les frais de voyage, logement, etc..

Enfin cette question du logement influe beaucoup sur le ralentissement des migrations car les émigrants sont extrêmement mal installés dans des conditions de promiscuité aussi malsaines et immorales qu'il est possible de le concevoir.

Ainsi donc à l'heure actuelle ces migrations, qui à une certaine époque avaient eu leur utilité en apportant un peu d'aisance en Lozère, sont en train de disparaître. Faut-il nous en affliger ou nous en féliciter ?

Nous nous rangeons plus tôt au second parti, considérant que ces migrations avaient plus de mauvais côtés que de bons, et voici pourquoi :

Les régions du Midi vers lesquelles se dirigeait le courant des migrations Lozériennes se trouvent être de toutes les provinces Françaises peut-être les plus dissolues et certainement de celles où l'alcoolisme est le plus répandu. Le vieux proverbe latin

loue des moissonneurs, les salaires atteindre 6 fr. et 6 fr. 50 pour des moissonneurs nourris et logés.

qui dit : *Si Deus vellet habitare in terris, habitaret, Bitteris.* — *Ut iterum crucifigeretur*, exprime parfaitement bien le charme de ces régions et l'amoralité de leurs habitants. Ce charme et cette amoralité agissaient parallèlement sur nos paysans pour les déraciner, en leur faisant trouver trop dure et trop infertile leur terre, quand ils la comparaient aux terres Languedociennes, et en leur faisant perdre le respect de leurs traditions locales, de leur religion, de leur antique morale.

Si, vers la fin du XIX^e siècle ces migrations furent utiles pour retarder la dépopulation (au moins momentanément) leurs bienfaits furent durement payés, et on peut même se demander si le ralentissement du dépeuplement qui était leur conséquence ne fut pas plus que contrebalancé par le désir d'émigration qu'elles introduisirent en Lozère.

En tout cas nous ne pouvons que nous féliciter de n'avoir plus besoin d'y recourir que dans de faibles proportions.

II. La lutte contre le chômage d'hiver.

Si le chômage d'été est à l'heure actuelle à peu près complètement supprimé, si même nous sommes obligés de faire appel au moment des grands travaux de la moisson à la main-d'œuvre étrangère, le chômage d'hiver lui, n'en subsiste pas moins. Et l'on ne voit pas trop comment, puisqu'il est commandé par la nature même et la rigueur du climat, on pourrait le supprimer.

C'est un chômage tout spécial d'ailleurs et qui atteint le patron et le journalier purement agricole mais non le domestique ou le petit artisan qui devient agriculteur à ses heures.

Il était pourtant nécessaire de tenter quelque chose et de nombreux et importants efforts ont été faits dans ce sens. Nous allons commencer par examiner la plus ancienne des organisations qui ont eu pour but de parer au chômage d'hiver.

1^o L'ASSOCIATION DENTELLIÈRE LOZÉRIENNE.

Elle fut fondée par Mme de Las Cases dans un congrès d'œuvres féminines tenu en 1904 sous la présidence de Mgr de Ligonès, dans le but de fournir, dans l'arrondissement de Marvejols spécialement, une occupation aux jeunes filles sans travail.

L'art de la dentelle y était complètement inconnu, comme du reste dans toute la Lozère où on ne le pratique que dans la région de Langogne qui avoisine la Haute-Loire et où 3.000 ouvrières environ s'y adonnent. Les salaires qu'elles obtiennent sont du reste dérisoires. Elles vendent leurs produits en foire, au poids, en sac. Dentelles grossières éternellement semblables ne leur laissant pour dix heures de travail que de 30 à 50 centimes d'où il faut défalquer encore le prix de revient de la matière première, fil, etc.

La fondatrice de l'œuvre pensa, puisque c'était une création et non une restauration qui allait être tentée, qu'il fallait procéder hardiment, et au lieu de s'en tenir à la grossière dentelle du Puy faire fabriquer les dentelles de luxe.

A l'heure actuelle 26 centres existent dans 26 villages apportant dans près de 300 familles l'aisance nécessaire pour arrêter l'émigration.

Au premier appel, 5 jeunes filles se présentèrent. A la fin de l'année, 57 travaillaient. 150 l'année suivante. Depuis 1909 leur nombre reste fixé autour de 450.

Des professeurs entièrement rémunérés par Mme de Las Cases formèrent les premières ouvrières qui à leur tour firent de nouvelles élèves, et peu à peu, comme une tache d'huile, le métier nouveau gagna villes et villages. Le nombre de celles qui ont appris à manier les fuseaux est ainsi beaucoup plus considérable que celui des ouvrières travaillant normalement pour l'association.

Ce succès rapide s'explique pour plusieurs motifs. D'abord l'état d'oisiveté où les mois de neige très longs enferment les nombreuses familles dans la montagne; et surtout le dévouement inlassable avec lequel l'œuvre est dirigée.

En 1908, la fondatrice fit venir à Paris deux jeunes Lozériennes qui, pendant six mois, suivirent aux arts décoratifs des cours de dessin appliqué à la broderie et à la dentelle et apprirent d'une italienne de vieux points oubliés. Leur éducation terminée, elles revinrent en Lozère et passant 4 à 5 semaines dans les villages y créèrent des centres nouveaux qu'elles revinrent visiter l'année suivante. La troisième année les plus habiles ouvrières du groupe vinrent au Couvent de Marvejols, berceau de l'œuvre, apprendre les points les plus difficiles et, rentrées chez elles, firent ensuite bénéficier leurs compagnes de leurs nouvelles connaissances.

Ce qu'est le salaire journalier, il est difficile de le dire car il varie non seulement d'une ouvrière à l'autre suivant leur habileté mais encore pour la même ouvrière avec les saisons et les jours, les dentellières ayant toutes les occupations domestiques et agricoles, au gré desquelles les heures de travail s'allongent ou diminuent.

Il semble bien toutefois que pour les ouvrières adroites il ne doit pas être inférieur à 25 centimes de l'heure. Le meilleur témoignage en faveur de la productivité de l'œuvre est l'économie de près d'un millier de francs réalisée sur leurs salaires par quelques-unes des plus anciennes ouvrières et le chiffre de 117.000 fr. de salaires atteint en 1912. Les encouragements du reste n'ont pas manqué.

En 1906, l'œuvre expose à Melbourne.

En 1908, lettre autographe du Pape bénissant l'association.

En 1911, à l'exposition des Arts décoratifs, achat par le Ministère des Beaux Arts d'une broderie offerte à l'exposition permanente d'art du Pavillon de Marsan.

En 1912, médaille d'or au congrès de l'apprentissage à Paris.

En 1913, deuxième grand prix à Roubaix pour l'ensemble des travaux effectués par l'association.

Quels sont les résultats obtenus au point de vue de l'émigration ? Ils sont véritablement surprenants. En dehors des jeunes filles se mariant, à peine 2 % quittent l'association et une moitié seulement de ce nombre émigre. Ce pourcentage qui est très au-dessous du chiffre moyen de la région, vaut surtout par rapport

à la partie de la population à laquelle il s'applique : jeunes campagnardes de 15 à 25 ans, c'est-à-dire la catégorie sociale qui est le plus gravement atteinte par le mal.

L'association a du reste fait dans ce sens de très grands efforts surtout par son système de répartition du travail suivant les saisons. A cheval sur les bassins de la Méditerranée et de l'Océan, la Lozère présente des différences de climat extrêmes, depuis les villages cévenols où pousse l'olivier jusqu'à ceux de la Margeride ensevelis sous la neige durant tout l'hiver. Il fallait graduer les commandes afin de ne pas porter atteinte à la main-d'œuvre agricole en ne donnant de travail qu'une fois terminés les grands travaux des champs.

C'est grâce à cette remarquable organisation qu'ont été atteints les beaux résultats que nous venons de voir défiler sous nos yeux.

Quelques doutes se sont cependant élevés sur la vitalité de l'œuvre, en partant de cette constatation que le nombre des ouvrières n'augmente plus depuis 4 ans. Mais il nous faut bien prendre garde que c'est volontairement, afin de ne pas risquer de créer de chômage parmi les membres de l'association en augmentant le nombre des ouvrières plus vite que ne pouvaient augmenter les commandes, que Mme de Las Cases a limité aux environs de 500 le nombre de ses ouvrières.

Pour ce qui est de l'avenir de l'œuvre il semble bien qu'il est assuré. En effet, l'association n'exécutant à peu près que du travail fin, du travail de luxe

et en petite quantité ne risque guère de voir s'avilir le prix de ses travaux. Elle ne peut pas être concurrencée par la dentelle à la machine qui n'a pour elle que son faible prix d'achat, puisqu'elle s'adresse à une clientèle riche et luxueuse qui préfère la qualité au bon marché. En outre les salaires sont assez élevés pour permettre à une leveuse, le jour où la fondatrice ne pourrait plus s'en occuper, de prélever sur les commandes un bénéfice suffisant pour vivre, tout en laissant les salaires à un taux plus élevé que dans les autres catégories de dentellières.

Pour ces raisons, nous croyons à l'avenir de l'association et à la possibilité pour elle de continuer à jouer un rôle sinon fort important du moins parfaitement utile et bienfaisant dans la lutte contre l'émigration.

2° LE JOUET LOZÉRIEN.

Après la dentelle nous trouvons l'œuvre du « jouet Lozérien » créée et dirigée par Philippe de Las Cases que nous rencontrerons souvent d'ailleurs car son nom est inséparable de celui des œuvres sociales en Lozère. Avec un dévouement sans bornes, il y a consacré sa jeunesse et il peut être légitimement fier du chemin déjà parcouru.

Voici en quoi consiste le jouet Lozérien. C'est une tentative pour installer en Lozère l'industrie du jouet de bois dit « Jouet de Nuremberg », actuellement fabriqué en Allemagne dans la forêt Noire. L'importation en France de cette pacotille Allemande atteint plusieurs dizaines de millions chaque année. La car-

rière s'ouvre donc largement devant cette jeune entreprise.

L'idée en appartient à M. de Las Cases qui, agacé de voir nos enfants jouer avec ces objets germaniques et nos campagnes se dépeupler faute de travail, se dit qu'il y avait là quelque chose à tenter. Ceci eut lieu il y a 4 ans, à l'automne de 1909. Immédiatement il se mit à l'ouvrage.

Partout on lui prédisait un échec certain. Les plus optimistes prenaient des airs ironiques à l'audition de son projet. Lui ne se laissait pas décourager.

Des modèles simples furent créés, chiens genre Caran d'Ache, tic tac, etc... Des outils : petites scies, gouges, etc... furent envoyés à de jeunes Lozériens intelligents et après quelques tâtonnements, le travail commença. Mais quel travail !

Cette industrie était entièrement nouvelle en Lozère et elle ne peut se passer d'un certain apprentissage. D'autre part il fallait, sous peine de décourager les jeunes ouvriers, acheter tout ce qui était produit. Je me souviens d'un certain nombre d'envois informes et surtout fort mal barbouillés, car couleurs et vernis n'étaient pas encore au point.

Le placement des objets fabriqués qui était le point délicat de l'entreprise pouvait être réalisé après d'innombrables démarches et de nombreux tracas. Il le fut en effet et si heureusement qu'aujourd'hui les commandes affluent plus nombreuses qu'on ne peut les exécuter.

Le plus difficile fut de faire comprendre aux Lozériens l'utilité que cette fabrication jusqu'alors in-

connue pouvait avoir pour eux. Les premiers qui se laissèrent convaincre parurent ridicules à leurs voisins, à leurs familles, à eux-mêmes.

Cependant les salaires étant élevés, 4 francs par jour et quelquefois plus, un à un vinrent demander de l'ouvrage des menuisiers sans travail, des propriétaires que la neige faisait inoccupés, des jeunes surtout plus audacieux que les autres et tout étonnés qu'avec ces « musos » on puisse gagner quelques sous.

Ce fut la période héroïque et gaie de l'œuvre.

Il fallait retoucher, repeindre, perfectionner et M. de Las Cases avec quelques amis s'adonnait joyeusement à ce travail nouveau ; la peinture fut la partie qui donna le plus de difficultés : les vernis collaient toujours et je revois encore un beau cochon un peu trop rose avec des taches un peu trop noires qui ne voulait pas sécher et qui, posé sur de graves dossiers, les égayait de façon vraiment humoristique.

L'œuvre créée, restait à la faire connaître. Les courses se multipliaient chez les marchands, les commissionnaires, dans les grands magasins. Quoique assez peu soignés encore, ces modèles par leur naïveté plurent tout de suite. Des expositions-ventes eurent lieu, rue Vanneau et ailleurs, qui furent de vrais succès. On y vendit jusqu'à 80 fr. en un jour. Les veilles de ces grandes journées on travaillait fort tard dans le cabinet de M. de Las Cases transformé en atelier, et les superbes étiquettes roses qui disaient « jouets Lozériens fabriqués par des paysans Français » nous semblaient ironiques. Les petites scies lorines allaient bon train si bon train mèn-

me que je ne sais plus trop si les voisins n'en furent pas un peu incommodés.

A pas de géant cependant l'œuvre marchait ; des perfectionnements se faisaient tous les jours, l'habileté des ouvriers grandissait et une vive émulation gagnait même ceux qui au début prenaient des airs de Cassandre.

Une exposition eut lieu à Marvejols en mars 1910. Elle réunit 11 exposants ; de nombreux prix en espèces y furent distribués. Aucun modèle commercial n'y fut présenté mais les ouvriers purent à l'aise regarder et étudier une foule de modèles russes, tyroliens et suisses qui formaient une seconde exposition. Là, quelques-uns des ouvriers comprirent enfin quel genre de travail leur était demandé. Cette exposition fut un vrai déclanchement.

La deuxième année plusieurs inventions furent primées. L'œuvre était lancée et bien lancée. Un mobilier de poupée ne venait-il pas d'être catalogué par le « Printemps » ? A cette occasion une touchante aventure arriva à M. de Las Cases, je lui cède là-dessus la parole : « J'eus l'occasion de présenter ce mobilier à une maison de commission, la plus forte de Paris, pour rassortir de petits ornements de cuivre destinés à l'armoire à glace. Le chef de rayon prit ces petits meubles, les retourna, les palpa. — Où donc me demanda-t-il avez-vous trouvé cela. Ni à l'étranger ni en France aujourd'hui nous ne trouverions dans le meuble à bon marché cette fabrication soignée. On dirait de la marchandise Française d'autrefois.

» Ainsi un menuisier d'un village perdu dans la montagne et qui n'avait jamais fait un jouet, sous l'influence d'une sorte de suggestion mystérieuse de la race retrouvait dans sa nature paysanne le secret du beau travail artistique qui fut la gloire de nos artisans de jadis. »

Actuellement les modèles soignés, finis, charmants et malicieux sont innombrables et cet épanouissement soudain des facultés artistiques de la race est un excellent symptôme pour l'avenir des industries nouvelles.

Je ne peux mieux en faire l'éloge qu'en citant ces lignes parues à l'*Opinion* : « Allez voir l'exposition de l'apprentissage, il y a des choses délicieuses, les jouets Lozériens par exemple qui sont bien supérieurs aux jouets de Nuremberg et qui devront les remplacer dans toutes les nurseries, dans toutes les familles.

» C'est solide et bon teint avec une pointe de malice paysanne que n'ont pas les lourds et inexpressifs jouets Allemands. Quand vous les aurez vus ces tic tacs, ces forgerons, ces animaux articulés, ces coqs et ces poules réjouissants, vous en achèterez pour vos enfants (mais oui, Madame, c'est de la réclame) qui rêvent de beaux joujoux incassables. »

Une médaille de vermeil au concours Lépine enhardit l'œuvre jusqu'à lui faire tenter d'éditer des jouets de bois artistique si en faveur actuellement auprès du public.

Des dessinateurs du Salon d'automne et des humoristes, Hellé et Simonin au premier rang, ont enfin

doté la France de jouets de bois d'un cachet inimitable.

Dès maintenant, l'arche de Hellé et les soldats de Simonin catalogués au « Printemps », les animaux de Simonin vendus dans toutes les grandes maisons sont l'œuvre des paysans Lozériens. Et voici que le génie inventif de la race vient de se manifester de façon ingénieuse et charmante dans une ferme Lozérienne, œuvre exclusive d'un jeune ouvrier du jouet, Monteil de Saint-Chély-d'Apcher ; ferme qui obtient dans les grands magasins un extraordinaire succès.

Les salaires suivent eux aussi une marche ascendante.

En 1910, douze ouvriers ont touché 1.619 fr. de salaires (à combien de billets bleus monte le déficit...) En novembre et décembre 1912 les sommes distribuées dépassèrent 5.000 fr., enfin dans le courant de 1914 elles atteindront au moins 20.000 fr.

Des cours d'apprentissage fonctionnent dans deux écoles où sont enseignés le dessin, la sculpture, le découpage et deux fois en 1913 le dessinateur Simonin a visité les centres de fabrication pour activer celles-ci et développer chez les ouvriers le sens du travail artistique.

L'œuvre semble superbement partie.

Qu'advient-il de tout ce grand effort ? Ces fondations reposent-elles sur le granit ou sur le sable ? Sans hésiter nous répondrons sur le granit. Sans doute l'œuvre n'est pas sortie de la période critique des débuts. Elle ne fait pas ses frais, le déficit annuel reste considérable et elle ne se sou-

tient que grâce au dévouement et aux subsides de Philippe de Las Cases. Mais elle renferme en elle d'admirables causes de prospérité et, au contraire de la plupart de ces œuvres sociales dont il est impossible d'escompter la durée après la disparition de leurs fondateurs, il nous paraît que le jouet Lozérien est né viable et ne doit pas tarder à vivre par ses propres moyens.

La productivité des ouvriers, quoique bien faible encore et inférieure notablement à la moyenne (ce qui s'explique pour une œuvre qui date à peine de 4 ans), la productivité des ouvriers, dis-je, s'accroît rapidement et il n'est pas déraisonnable d'envisager comme proche le jour où les salaires étant suffisamment élevés (ils dépassent déjà 4 francs), un prélèvement pourra être effectué sur eux pour le paiement des frais généraux. De quelques années encore l'œuvre ne pourra se passer de son fondateur pour la diriger et pour boucher les trous que font à son budget les invendus, le travail gaché par les apprentis, etc... mais un jour doit venir où elle volera de ses propres ailes.

Et quel plus bel éloge peut-on adresser à Philippe de Las Cases que celui-là : avoir créé une œuvre qui lui survivra.

Car le jouet Lozérien durera. La fabrication du jouet est devenue un besoin en France, trop longtemps nous fûmes tributaires de l'Allemagne sous ce rapport. Mais l'élévation des tarifs douaniers, le chic de nos modèles, et le bon marché croissant de la production Lozérienne lui permettront de vaincre

cette rivale. L'importance du jouet pour le pays sera grande et si nous en jugeons par ce qui a lieu à l'étranger (Russie, Tyrol, Suisse) où les ouvriers du jouet se comptent par milliers nous pouvons prévoir pour un avenir pas trop lointain le moment où dans nos villages c'est par centaines que se compteront les disciples des douze apôtres du début.

Le marché Français représente en effet une capacité d'absorption presque illimitée pour la production Lozérienne (plusieurs dizaines de millions par an) et en outre l'écoulement sur place des produits deviendra de plus en plus rémunérateur et facile.

Grâce aux Syndicats d'initiative, Club cévenol et autres groupes similaires, le mouvement touristique qui déjà chaque année amène en Lozère plusieurs milliers de voyageurs se développe sans cesse, attiré vers l'extraordinaire région des Causses. Les hôtels et stations d'altitude se multiplient, les voyageurs abondent et ne marchandent pas pour se procurer à bon prix les gentils souvenirs du pays que sont nos jouets.

Nous pouvons donc clôturer ce paragraphe par une note d'espérance.

3° PERLES SOUFFLÉES.

Après les jouets, la fabrication des perles soufflées introduite en Lozère il y a trois ans.

Cette nouvelle initiative demande quelques mots d'explications : Elle consiste dans le soufflage par les ouvrières d'un tube capillaire en cristal fortement chauffé, au préalable, sur un chalumeau. Quand le tube est bien ramolli, d'un petit souffle sec l'ouvrière

le gonfle, rapide, d'un coup de lime détache la perle formée et vite passe à une autre. C'est un spectacle fort curieux que de voir à Langeac, dans la Haute-Loire, aux confins de la Lozère, les petits feux des perlières briller, tout le jour, au fond des magasins et des cuisines.

Autour de ce centre qui est de beaucoup le plus important de France, plus de 600 femmes trouvent dans cette industrie une occupation et le rayonnement de ce groupe s'étend sur un cercle d'une quarantaine de kilomètres.

D'autres centres existent en France, mais secondaires, et, à l'encontre de Langeac, ne fabriquant que des perles de luxe. Il en est ainsi d'Herblay, en Seine-et-Oise.

Cette industrie est présentement susceptible d'extension, car les commandes affluent toujours plus nombreuses, de l'Inde, de la Chine, de tout l'Extrême-Orient. Actuellement, il y a disette de main-d'œuvre en France bien que, grâce au cours constant et élevé des salaires, l'apprentissage n'ait jamais été ralenti. Quant à la concurrence étrangère, elle est absolument inexistante et inoffensive. Même en Bohême, patrie des perles moulées, jamais les paysans n'ont pu réussir à acquérir le doigté indispensable.

Voici donc une industrie pour qui, aux dires de ceux qui la connaissent, s'ouvrent de gros débouchés et qui manque de bras. C'est ce qui décida Philippe de Las Cases à chercher à l'introduire chez nous. Les salaires y sont très élevés, si l'on tient compte du pays où ils sont distribués et, de ce fait, que ce

sont des salaires féminins. Voici les chiffres que m'a communiqué M. de Las Cases : les perles moyennes et petites (équivalant à peu près comme grosseur au plomb de chasse, n^{os} 6 et 4) sont payées à raison de 0,40 le mille. Une bonne souffleuse en fait 8.000 dans sa journée. Les grosses perles (chevrotines) sont payées 0,90 à 1 franc et une ouvrière habile arrive à produire 350 perles à l'heure. Enfin la perle doit être reprise, c'est-à-dire qu'à l'aide d'une gouttelette de verre, on régularise le trou de sortie qui est parfois découpé par la lime de façon irrégulière. Les repreneuses, à raison de 0,60 le mille, gagnent de 3 à 3,50 par jour.

Voici comment sont obtenus les salaires réels.

8.000 perles à 0,40 le mille font 3,20.

Il faut en défalquer le prix du verre 0,03 centimes par mille soit 0,24 plus 4 à 5 centimes par jour pour la location d'un établi, et enfin 0,12 centimes de pétrole en 10 heures, [au total 0,40 de frais qui, défalqués des 3,20 de tout à l'heure, nous laissent encore 2,80 de salaire journalier.

Les perles sont centralisées à Langeac chez deux leveurs. Le plus important, M. Faurie, ne prélève pour lui que 0,02 centimes par mille, ce qui représente d'ailleurs une somme importante si l'on songe qu'en hiver il lève jusqu'à 20 millions de perles par semaine. Ce léger bénéfice sert à rémunérer les nombreuses ouvrières employées à peser, tamiser et compter les perles.

Il gagne un peu plus sur le verre qu'il étire lui-même et vend aux ouvrières qui apportent leurs perles.

Les villages Lozériens où cette industrie s'est installée sont : Langogne, Florac, Bédoues, St-Etienne Vallée Française ; des essais ont été faits aussi à Monastier et à St-Chély-d'Apcher. A l'heure actuelle le nombre des ouvrières ne doit pas être inférieur à une centaine.

Voici comment on a procédé dans les débuts. A trois reprises un professeur vint s'installer pendant 3 mois dans les nouveaux centres et initia des apprenties qui à leur tour formèrent d'autres ouvrières. L'apprentissage n'est pas long mais il faut assez longtemps pour acquérir la rapidité de travail et le doigté nécessaire, aussi dans les nouveaux centres Lozériens la plupart des ouvrières ne peuvent-elles pas encore fabriquer plus de 4500 à 5000 perles par jour, ce qui donne un salaire moyen net de 1,50 à 1,75.

Une fois le centre formé, une des ouvrières, la plus habile généralement, se charge de la direction et sans intermédiaire envoie directement les perles du groupe aux leveurs de Langeac et leur achète les tubes nécessaires. Ainsi cette industrie est bien indépendante de son fondateur et échappe totalement, tout comme le jouet, aux reproches adressés généralement aux œuvres sociales de ne pouvoir vivre d'une vie propre.

Cette industrie est-elle susceptible d'un grand développement ? Nous ne le croyons pas et nous ne souhaitons pas qu'elle se développe. En effet le nombre total des ouvrières de la perle étant très limité, un millier au plus, il y aurait à craindre, s'il augmentait trop, un avilissement des prix qui sans rémission tuerait cette curieuse industrie.

4^e LES TISSAGES A LA MAIN.

Après ce qui a été fait, ce qu'on pourrait faire.

Peut-on espérer faire revivre les tissages à la main.

Il faut franchement répondre oui.

La disparition en est trop radicale et si on ne peut pas espérer voir revenir pour eux leur grandeur passée, ils doivent cependant tenir une certaine place au nombre des industries locales.

Ils peuvent facilement trouver une clientèle et les prix de revient de leurs produits se calculent aussi bas que ceux des tissages mécaniques.

Si l'on prend comme base la canne, mesure de deux mètres sur 0 m. 70, nous trouvons les prix de revient suivants qui nous ont été communiqués par des tisserands du pays : la canne absorbe de 800 à 1.000 grammes de laine. On peut se procurer des filets de très belle qualité à 5 fr. le kilo. La matière première reviendrait donc de 2 fr. 35 à 2 fr. 50 par mètre en 0 m. 70 de large. Quant à la main-d'œuvre on la calcule ainsi toujours d'après les mêmes personnes. Le tisserand habile fait jusqu'à 8 cannes par jour. En comptant une journée de 4 fr., ce qui est beaucoup comme salaire, pour un travail à domicile, nous trouvons 0 fr. 50 par canne ou 0,25 par mètre. Au total le mètre en 0 m. 70 de large revient à :

Matière première.....	2 fr. 50
Tissage.....	0 fr. 25
Teinture et foulonnage.....	0 fr. 50
Total	3 fr. 25

Ce prix de 3 fr. 25 n'a rien d'excessif et encore est-il un peu supérieur à la réalité, car nous avons calculé sur 500 grammes de laine au mètre alors qu'en réalité les tissages à la main en absorbent un peu moins.

Acceptons néanmoins ce chiffre de 3 fr. 25 par mètre, reste maintenant à savoir si l'on trouverait une clientèle pour ces draps lourds, épais et peu flatteurs à l'œil (1).

On trouverait d'abord la clientèle paysanne qui a conservé au drap brun (burel) toute sa faveur. Les tisserands locaux n'arrivent pas à faire face aux nombreuses commandes qu'ils reçoivent.

En dehors de cette clientèle locale, le tissage à la main trouverait d'importants débouchés dans la fabrication des tissus de sport et d'ameublement si à la mode aujourd'hui, qui nous viennent d'Ecosse, d'Irlande et de Russie et que le métier à la main peut parfaitement réaliser.

Il ne serait pas très difficile d'obtenir quelques perfectionnements de détail et d'initier les tisserands à l'exécution des dessins nouveaux. Cela résulte de l'initiative prise par M. Anglard, secrétaire de la Chambre syndicale de la broderie et passementerie de Paris (2). Cet homme éminemment compétent fit fabriquer et exposer à Pontaumur, en 1909, des serges tissées dans le pays. Depuis lors, il a continué à faire confectionner en améliorant sa fabrication, annuellement, 250 à 300 mètres de serge imitée des draps Anglais et

(1) Les renseignements suivants nous ont été fournis par M. de Las Cases.

(2) E. Anglard, *Revue du Massif central*, août 1912.

s'en approchant de plus en plus. Voici ce qu'il écrit lui-même à ce sujet : « Les draps anglais sont fabriqués dans les mêmes conditions que nos serges, leurs prix, grâce aux droits d'importation, sont sensiblement supérieurs aux nôtres. On vend à nos tailleurs des draps que nous pouvons produire chez nous, ayant 0 m. 60 de large au prix de 7 à 10 francs par canne, soit 3 fr. 75 le mètre de tissu. En 0,70 à 0,80 de large, on peut calculer le prix de revient à 10 francs. La renaissance de la serge est donc réalisable à condition que certaines réformes soient apportées dans sa fabrication.

Il n'est donc pas chimérique d'envisager la résurrection des tissages à la main. Le plus gros obstacle qu'on rencontre étant seulement le manque d'ouvriers et surtout d'apprentis qui s'éloignent d'un métier que tous considèrent comme mourant. Mais il est certain que si ce métier retrouvait une nouvelle vogue et donnait de hauts salaires, les apprentis se recruteraient facilement.





CHAPITRE IV.

Les œuvres agricoles.

Nous arrivons maintenant aux œuvres agricoles envisagées comme remèdes à la crise de dépopulation.

Les contingences locales exigeaient d'elles qu'elles atteignent un triple but :

1^o Augmenter le bien-être matériel du paysan. C'est le rôle essentiel du syndicat.

2^o Parer à l'insécurité de la vie agricole.

3^o Faciliter l'établissement des jeunes ménages ruraux, tout en maintenant le plus possible l'intégralité de la propriété paysanne — le Crédit agricole y pourvoiera.

I. Les Syndicats agricoles.

Sans être à l'avant-garde du progrès agricole, le paysan lozérien a le désir d'améliorer ses méthodes de culture. Sa bonne volonté se heurta à l'âpreté d'un grand

nombre de commerçants locaux ou à la mauvaise foi de certains commis-voyageurs.

Facilement abusés grâce à leur inexpérience, les agriculteurs Lozériens se virent livrer par des maisons peu scrupuleuses du sable et de la sciure de bois en guise d'engrais chimiques ou bien ils payèrent ces derniers jusqu'à 40 % au-dessus des cours normaux. Aujourd'hui les paysans mieux instruits racontent encore avec un peu de dépit les premiers essais qu'ils firent sur leurs terres avec cette mixture de sciure et de sable qu'ils avaient payé 17 fr. 50 les 100 kilos.

C'est sur la base d'économie que fut prise vers 1902 l'idée syndicale. Au lieu de fonder d'un seul coup et sans préparation diverses œuvres rurales, le terrain fut soigneusement préparé par de bonnes conférences et des réunions d'études où les jeunes gens d'alors apprirent comment ils avaient été trompés et comment ils ne le seraient plus.

En quatre ans, 400 conférences furent données sur des sujets exclusivement agricoles et sociaux. Attirés tout d'abord par l'appât d'une économie à réaliser, par les garanties que donne une institution désintéressée et qui est leur chose, les paysans allèrent en foule au syndicalisme agricole sans comprendre pour la plupart le rôle professionnel et social que le syndicat était appelé à jouer.

Ces dernières années l'essor des syndicats agricoles fut particulièrement rapide. Nous comptons à l'heure actuelle 29 syndicats groupant 1.172 membres et faisant 260.000 fr. d'affaires.

Les résultats ne se sont pas fait attendre et le rural

des Margerides aussi bien que le paysan des Causses jouit aujourd'hui d'une aisance matérielle qu'il n'avait jamais connue. La famille peut se développer puisque les greniers sont mieux garnis et qu'à la place de la vieille chaumière obscure et enfumée s'élève aujourd'hui sur bien des points la grande maison de ferme claire et ajourée que des filles plus coquettes ornent moins gauchement qu'autrefois.

Les statistiques officielles, pour une fois prenons-les puisqu'elles concordent avec la réalité, nous indiquent une augmentation de 15 % sur la production des céréales et l'importance des cheptels et cela en 10 ans.

Ces progrès surprenants nous donnent toute confiance dans l'avenir de ces institutions. Elles ont été d'ailleurs renforcées par le développement parallèle de la Mutualité.

II. Les Mutualités.

Le paysan, en effet, connaîtrait-il bien son métier d'agriculteur, est à la merci d'une foule de hasards malheureux : épizooties, mauvaises récoltes, etc. . . .

Cette insécurité est la rançon de l'indépendance que sa profession assure à l'agriculteur en face des autres catégories sociales : salariés, fonctionnaires, etc.

Depuis longtemps déjà les grandes compagnies d'assurances lui donnaient une tranquillité relative, chèrement payée il est vrai, à l'égard de ses immeubles. La Mutuelle-Incendie est venue adoucir le prix excessif des primes agricoles. En sélectionnant les risques,

elle a permis de constituer de nombreuses Sociétés qui ont déjà d'importants fonds de réserve et peuvent envisager l'avenir sans aucune crainte, en n'exigeant cependant des propriétaires que des primes minimales.

Quant au second des grands risques agricoles, la mortalité du bétail, qu'aucune Compagnie n'a jamais sérieusement garantie, la Mutuelle-Bétail a précisément pour but de le diminuer dans les limites du possible.

Notre petit département arrive en assez bon rang au point de vue mutualiste avec ses 50 Mutuelles agricoles-Incendie et ses 20 Mutuelles-Bétail.

En 1913 il y avait en cours 1200 polices contre l'incendie représentant un capital assuré supérieur à 12 millions de francs, tandis que les Mutuelles-Bétail garantissaient un millier de bovidés d'une valeur moyenne de 400 francs, soit 400.000 francs.

III. Le Crédit agricole.

Malgré tous les avantages des syndicats et la plus grande sécurité que leur donne les Mutuelles, nos populations rurales continuent à diminuer.

La stupide règle du partage égal en nature grévante lourdement la terre et amenant la division à l'infini des propriétés rurales les transforme peu à peu en lopins sans valeur. Le bien sur lequel une famille avait vécu sans trop de difficultés, morcelé et découpé entre tous les enfants, devient absolument insuffisant à assurer la vie de leurs diverses familles. Il ne leur reste plus qu'à vendre ces parcelles et à aller tenter fortune à Paris.

Et cependant, parmi ceux qui partent ainsi plus d'un a le cœur gros en pensant à la maison de famille et aux champs paternels où il fit son apprentissage de la vie et traça son premier sillon. Plus d'un voudrait conserver le bien et assurer la fixité de la famille et de la terre. Malheureusement pour cela il lui est nécessaire de désintéresser les autres membres de sa famille. Il en est donc réduit à emprunter sur sa terre ou à la voir lui échapper. Pour le paysan, l'emprunt en vue d'acheter la terre est la ruine infaillible.

La Caisse régionale de crédit de Marvejols a précisément pour but de fournir à un taux et dans des conditions extrêmement avantageuses les capitaux dont ils peuvent avoir besoin aux agriculteurs lozériens.

Elle a été fondée à Marvejols le 20 avril 1913 et, après un an d'existence, elle a déjà un mouvement de fonds de 150.000 francs qui représente de nombreux services rendus, les prêts étant généralement peu élevés.

Autour d'elle se sont groupées, dans le courant de 1913, six caisses rurales dont voici la liste avec le chiffre d'affaires.

Auxillac	12.000 fr.
Belvézet.....	30.000
Montbel.....	40.000
Barjac (fondée en fin d'année).....	1.000
St-Germain-du-Teil.....	8.000
Chasseradès (début).....	
Total	91.000

Plus à Marvejols..... 150.000

Total général..... 241.000

C'est plus en un an que n'ont jamais prêté les fameuses caisses départementales de crédit de la Lozère dont les fonds sont pourtant avancés par l'Etat à un taux très faible. Tant il est vrai que l'initiative privée et l'association libre de tout esprit de parti donnent toujours les meilleurs résultats.

Au point de vue démographique que pouvons-nous attendre de cette rapide croissance des œuvres agricoles ? Améliorant de façon sensible le sort matériel du paysan, elles diminuent d'autant l'attraction exercée sur lui par la ville. Mais si leurs effets économiques sont bienfaisants et capables d'enrayer dans une certaine mesure la dépopulation, nous sommes en droit d'attendre mieux encore des résultats moraux qu'elles ne doivent pas manquer de produire quand quelques années auront passées sur elles.

Apprenant, en effet, aux cultivateurs la force de l'association privée, leur donnant confiance en eux-mêmes, elles les déshabituent de regarder vers la Préfecture comme vers une Providence.

Le goût de l'initiative qu'elles développent chez eux tend à les écarter du fonctionnarisme et à leur faire comprendre l'éminente dignité de l'indépendance paysanne.

Ces sentiments de fierté et de liberté sont un puissant obstacle opposé à l'attirance de Paris.

C'est par ce côté éducatif que les œuvres agricoles peuvent avoir la plus heureuse influence sur les mouvements de la population. Il ne faut pourtant pas nous leurrer de vains espoirs. Leur rayon d'action sera toujours limité et ce ne sont pas elles qui tariront les sources de l'émigration.



QUATRIÈME PARTIE

**Les biens communaux et les variations
de la population.**

La forêt et les hommes.

Les biens communaux et les variations de la population.

Comme la plupart des pays de montagne, les communes de Lozère possèdent d'importants patrimoines indivis qui ne représentent pas moins de $1/6$ de la surface totale du département. Dans certains villages la surface des biens communaux atteint $1/3$ et même $2/5$ de la superficie.

Quelle est leur origine ? Ils remontent probablement aux inféodations du moyen âge.

Quand vers le $xiii^e$ siècle se fit sentir la crise de main d'œuvre en Gévaudan et que les serfs se mirent à émigrer, les grands barons Gévaudanais inféodèrent la plus grande partie des terres fertiles qui leur appartenaient. Mais comme ils ne pouvaient trouver à inféoder aussi les vaines pâtures, les landes et les forêts qui recouvraient les hautes terres, ils en donnèrent la jouissance indivise aux habitants de certains hameaux. C'est ainsi que quelques com-

munes ont des titres de propriété qui remontent aux XII^e et XIII^e siècles.

Cette situation tout à fait exceptionnelle en France ne devait-elle pas jouer un rôle sur les mouvements de la population.

Il semble bien que favorable aux familles les moins fortunées, c'est-à-dire à celles qui émigrent le plus, elle devait les retenir sur leur terre. Il faut savoir, en effet, que dans certains cas l'importance de ces communaux est assez considérable pour que les lots de chaque famille puissent se sous-louer jusqu'à 150 fr. par an (Nasbinals), et même jusqu'à 400 fr. (Saint-Bauzile).

Aussi dans une enquête que vous avons fait auprès de 61 maires de Lozère dont les communes se faisaient remarquer soit par l'augmentation de leur population, soit par une diminution particulièrement rapide, avons-nous introduit un paragraphe spécialement consacré aux biens communaux.

Après leur avoir demandé quelles classes augmentaient ou diminuaient le plus vite ; et s'ils ne voyaient pas de causes spéciales à ces mouvements de population, nous avons ajouté :

« La commune a-t-elle des communaux ? Si, oui, quels sont :

1^o Leur importance ?

2^o Leur régime : a) Jouissance indivise ; b) Location ; c) Allotissement.

3^o Les biens communaux exercent-ils une influence spéciale sur les mouvements de la population. »

Le même questionnaire fut adressé aux maires des communes notées comme possédant d'importants communaux.

Une quarantaine de réponses arrivèrent qui apportèrent des opinions et des avis absolument concordants au moins sur quelques points.

1° L'existence de communaux importants semble jouer un rôle bienfaisant quoique faible dans les questions de population ;

2° Le régime de la jouissance indivise ou de la location, profitant plus aux gros propriétaires qu'aux petits, est moins favorable au maintien de la population que le système de l'allotissement pour dix-huit ans.

La grande majorité des réponses concordaient aussi sur un point savoir : Que l'influence des communaux sur la population était très faible.

Quelques-unes, seulement donnèrent une opinion diamétralement opposée. Assez désappointé, nous résolûmes cependant d'examiner à fond la nature des biens indivis dans les communes qui affirmaient leur rôle bienfaisant. Une enquête sur place nous montra aussitôt qu'il s'agissait dans presque tous ces cas de communaux composés de bois et de forêts.

Poursuivant cette piste, nous fûmes amenés par une étude des forêts lozériennes à découvrir entre la forêt et l'habitat humain certaines relations constantes (tout au moins en Lozère) que nous allons exposer immédiatement.

La forêt et les hommes.

Tout d'abord il importe de combattre comme parfaitement erronée l'idée d'un déboisement à peu près complet de la Lozère. Cela est vrai des hautes croupes de la Lozère, de la Margeride, et surtout des grands Causses. Là, le climat trop dur et la nature des terrains rendent le reboisement naturel extrêmement difficile, et, une fois les bois coupés, le pays reste dénudé pour toujours. Mais, au contraire, tous les plateaux granitiques d'altitude moyenne entre 1.000 et 1.350 mètres qui forment la plus grande partie des arrondissements de Mende et de Marvejols se reboisent d'eux-mêmes avec une extrême facilité et en fort peu de temps. Aussi, bien que la Lozère soit aujourd'hui moins boisée qu'aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, ses forêts ayant été ravagées lors de la Révolution, elle l'est encore dans des proportions très satisfaisantes et qui vont en grandissant sans cesse depuis une quarantaine d'années (1).

Elle comptait, au 1^{er} janvier 1910, le total respectable de 74.180 hectares de bois, soit, pour une superficie de 516.677 hectares, le pour cent total de 14.

(1) En 1888, la Lozère ne comptait que 35.892 hectares de forêts, soit cinquante pour cent de moins qu'aujourd'hui.

Ces 74.180 hectares se décomposent ainsi :

	Hectares
3 forêts domaniales.....	1.359
51 séries de reboisements.....	17.314
217 forêts communales ou d'établissements publics soumises.....	11.288
11 forêts communales ou d'établissements publics non soumises.....	915
Bois particuliers.....	43.304

Une fois connue, l'importance de la forêt lozérienne et surtout sa composition, partie en bois jeunes et de rendements nuls en certains cas (17.000 hectares de séries de reboisements) et partie en bois exploitables, nous allons rechercher les rapports qui existent entr'elle et la population.

Pour le faire, nous procéderons, comme nous l'avons déjà fait pour les communaux, en recherchant les communes qui possèdent le plus fort pour cent de bois et en examinant ensuite les mouvements de leur population.

Pour ne pas fausser nos calculs, nous négligerons totalement les séries de reboisement qui nous amèneraient, si nous en tenions compte, à des résultats fantaisistes. Je cite en exemple la commune de Saint-Bauzile du Valdonnez qui n'a pas moins de cinquante pour cent de sa superficie recouverte par des reboisements, et qui est une des communes de Lozère se dépeuplant le plus vite (baisse de 25 % dans la population en 15 ans, soit 1,75 % par an). Cette situation est tout à fait normale, car le reboisement en

supprimant le pâturage a enlevé aux habitants une de leurs principales ressources, et ne pourra de longtemps encore donner aucun produit ni occuper aucune main-d'œuvre (1).

Le reboisement, au moins pratiqué sur une aussi grande échelle, est dont un agent de dépopulation. Dépopulation momentanée, il faut se hâter de le dire, car dès que les bois seront assez âgés pour entrer en exploitation ils ne manqueront pas d'occuper un personnel important.

Mais laissons les séries de reboisement de côté et occupons-nous de la vraie forêt.

Nous voyons, avec quelques irrégularités toutefois que nous expliquerons tout à l'heure, que la forêt semble bien exercer une heureuse influence sur le peuplement.

Et de même que nous avons déjà distingué les reboisements jeunes des bois en âge d'être exploités, il importe de faire de ces derniers plusieurs catégories.

Tout d'abord il faut les classer selon le type de propriété auquel ils appartiennent. Nous les rangerons en trois classes :

- 1^o Les forêts domaniales ;
- 2^o Les forêts particulières ;
- 3^o Les forêts communales.

(1) Toutes les forêts domaniales, reboisement compris, ont donné, en 1908, 3.446 fr. de revenu, soit 0 fr. 19 par hectare.

1° Jusqu'ici les forêts domaniales qui ne comprennent guère que les reboisements ont eu une influence plutôt fâcheuse sur la population. Dans quelques années, quand elles entreront en exploitation, elles ne manqueront pas de retenir au pays de nombreux ouvriers et cela de façon d'autant plus efficace que ces exploitations se font en hiver lors du chômage agricole auquel elles remédient ainsi dans une très large mesure.

2° C'est ce que font déjà les forêts particulières ; aussi constatons-nous de façon assez régulière que l'existence d'importants massifs forestiers est une cause de stabilité pour la population avoinante.

3° Mais quelque utiles que puissent être ces deux premiers types de forêts ils sont bien inférieurs au troisième, à la propriété communale.

Ici nous trouvons des relations constantes entre l'importance des forêts et le maintien ou la baisse de la population des communes auxquelles elles appartiennent. Partout où la forêt indivise occupe une grande surface nous voyons la commune monter ou tout au moins ne pas diminuer, rester stationnaire.

Encore faut-il bien remarquer que nos statistiques sont et de beaucoup au-dessous de la réalité.

En effet la forêt n'est pas généralement communale mais sectionnaire. Elle appartient en propre à une section de la commune, aux habitants d'un hameau. Fréquemment donc l'influence de la forêt ne pourra se faire sentir que sur une faible partie de la commune, et, si la population de cette dernière

hausse, c'est la population de la section bénéficiaire qui le plus souvent fait cette hausse à elle seule. Malheureusement aucune statistique n'existe pour nous renseigner sur l'importance de ces mouvements qui ne nous arrivent que démultipliés et faussés.

Mais, pour comprendre le rôle joué par la forêt à l'égard de l'habitat humain, il ne suffit pas de faire ces distinctions entre forêts domaniales, particulières et communales. Il faut encore connaître quel est le peuplement de la forêt. Et, bien qu'il semble parfaitement ridicule au premier abord de percevoir des relations entre telle ou telle essence forestière et l'habitation humaine, nous verrons tout à l'heure combien ces relations sont, au contraire, réelles et importantes.

Le peuplement de la forêt, c'est-à-dire l'essence forestière qui la compose en majeure partie, a une influence très considérable sur ses rapports avec l'habitat humain. Suivant que nous nous trouverons en face de taillis ou de futaies, de bois exploitables comme bois-d'œuvre, ou de bois ne pouvant servir qu'au chauffage, en résumé suivant que nous aurons à faire à des bois riches ou pauvres, nous verrons la forêt exercer une action bienfaisante ou nulle sur la population avoisinante.

En Lozère nous ne trouvons guère que deux essences forestières : le pin et le hêtre. Les autres arbres, bien que représentés par de nombreux individus, depuis le bouleau jusqu'au noyer en passant par le chêne et le châtaignier, n'ont qu'une importance minime, en comparaison des deux premières essences.

La quasi totalité des forêts lozériennes est formé par elles deux, à peu près pour moitié. Mais tandis que le pin vient admirablement et produit des futaies de grande valeur, le hêtre, qui n'existe guère qu'à l'état de taillis, ne donne que du bois de chauffage d'un si faible produit qu'en certains endroits on ne l'exploite même pas.

Voici, du reste, les chiffres fournis par l'Administration forestière, sur l'exploitation d'une futaie de hêtre composant la plus grande partie de la forêt domaniale de l'Aygoual à côté de Meyrueis.

Les arbres y sont fort beaux, certains atteignent jusqu'à 24 et 25 mètres de hauteur. Les deux cents hectares de la forêt donnent un revenu moyen annuel de deux cents à trois cents francs, soit un franc à un franc cinquante par hectare et par an.

Il en est de même de toutes les autres forêts de hêtres, surtout là où elles consistent en taillis. Dans ce cas, à cause de la très lente croissance des arbres, la forêt suffit à peine à fournir aux habitants le bois de chauffage qui leur est nécessaire. C'est ce qui a lieu aux Hermaux, où un taillis communal de hêtre de 425 hectares ne suffit pas à fournir leur bois de chauffage à 380 habitants.

Le pin, au contraire, donne des arbres de fort belle venue, et croît avec une grande rapidité. Les revenus qu'on en tire sont très considérables.

C'est ainsi qu'au hameau de Chanteruéjols une futaie de pin laisse par an de 400 à 450 francs à chaque chef de famille.

A l'appui de ces deux thèses : 1° Influence de la forêt communale sur la population ; 2° Supériorité manifeste du peuplement en résineux, — nous allons donner immédiatement des chiffres et des exemples par communes.

Prenons celles qui augmentent, ou tout au moins ne diminuent pas, et pour être sûr de nous trouver dans des conditions économiques identiques pour les diverses communes, prenons par exemple le canton de Saint-Alban.

Sur cinq communes qui le composent, trois augmentent. Mettons à part le chef-lieu, Saint-Alban, où se trouve un important asile d'aliénés et qui n'est que depuis peu transformé en chef-lieu de canton ; et Serverette dont la baisse peut s'expliquer par le transfert du canton à Saint-Alban.

Il nous reste trois communes voisines : Lajo, Fontans, Sainte-Eulalie.

Les conditions économiques y sont semblables, peut-être même sont-elles plus favorables à Fontans dont le territoire est plus fertile et moins froid. Leurs populations respectives ont varié de la façon suivante :

	1892	1912
Fontans.....	861 hab.	719 hab.
Lajo	420	388
Sainte-Eulalie	233	283

La première perd 142 habitants, soit $\frac{1}{5}$ de sa population, la seconde 32 habitants, soit $\frac{1}{12}$ et la troisième en gagne 50, soit $\frac{1}{5}$.

Or, il se trouve que Fontans est la seule des trois qui ne possède pas de forêts communales (35 hectares de taillis) tandis que les deux autres ont respectivement 426 h. et 91 h. de futaies de pin.

Nous pouvons faire les mêmes remarques pour le Malzieu-Forain qui est passé de 934 habitants à 972 et pour St-Privat-du-Fau (427-505).

Elles ne cessent de s'accroître au milieu de populations voisines qui baissent. L'une compte 1.239 hectares de futaies communales de pin et a 31 % de sa superficie boisée, l'autre 607 hectares de futaies de pin et 37 comme pour cent de boisement.

Nous voyons le même fait se reproduire partout, et nous pourrions, si nous ne craignons de devenir fastidieux, multiplier les exemples. Il faut citer encore cependant celui du Chaylard - l'Evêque, commune récente, qui passe de 322 habitants en 1897 à 389 en 1912, soit soixante-sept habitants gagnés en 15 ans et qui a 50 % de sa superficie recouverte par 1.481 hectares de forêts dont 230 communales.

Nous pouvons du reste faire la contre-épreuve et nous constaterons que les cantons de Chanac, Marvejols et la Canourgue qui se dépeuplent le plus rapidement sont aussi ceux où les forêts communales brillent le plus par leur absence. Et il se trouve qu'au milieu de cette vingtaine de communes se dépeuplant de façon spécialement rapide quelques-unes tiennent bon.

A Marvejols, tandis que la moyenne des communes baissait de $\frac{1}{5}$, $\frac{1}{4}$, et même $\frac{1}{3}$, Gabrias, où se trouve l'importante forêt communale de Chantérué-

jols dont nous parlions tout à l'heure, se maintient à peu près ne perdant que 1/11^{me} de sa population. Et cependant elle est, au point de vue agricole, une des moins riches du canton.

Il en est de même à la Canourgue ; les deux seules communes qui se maintiennent ou progressent alors que leurs voisines se vident, Laval-du-Tarn et la Capelle ont 458 et 178 hectares de futaies communales en résineux tandis que les autres n'en ont pas.

La preuve semblait bien faite lorsqu'en examinant la statistique des forêts communales nous trouvâmes que certaines communes qui se dépeuplaient très vite possédaient cependant d'importantes futaies. Tout allait-il donc être à refaire ? C'est en approfondissant cette question à propos des Hermaux et des Salces (canton de Saint-Germain), que nous avons été amené à établir la distinction ci-dessus indiquée entre le peuplement en résineux et celui en hêtre. Ayant relevé la liste des communes qui possédaient d'importantes forêts et voyaient leur population s'accroître (par exemple celles ci-dessus mentionnées) nous constatâmes que le peuplement de ces futaies était presque exclusivement résineux.

La contre-épreuve qui porta sur les Hermaux, les Salces, Chadenet, Chasseradès, Saint-Paul-le-Froid, etc... qui toutes sont en décadence rapide, malgré de très importantes forêts communales (près de un hectare par habitant en moyenne), nous révéla que toutes ces forêts consistaient uniquement en taillis de hêtre.

De cette concordance frappante entre tous ces phénomènes, nous ne pouvions manquer de tirer une relation de cause à effet, que nous formulons ainsi. En Lozère et à l'heure actuelle, la possession d'importantes forêts communales en résineux (seul bois d'œuvre exploitable) constitue une barrière de tout premier ordre à la dépopulation, et cela s'explique fort bien.

La classe rurale qui, en Lozère comme partout ailleurs en France, disparaît le plus rapidement est celle des petits propriétaires qui sont en même temps salariés agricoles. Pour cette catégorie sociale dont les ressources sont exigües et incertaines et qui cependant est fixée à la terre par la possession d'un petit champ, le moindre revenu tiré de la forêt, en garantissant l'avenir, supprimera la plus active des causes d'émigration. C'est sur les salariés agricoles que s'exerce le plus directement l'action stabilisatrice de la forêt communale.

Pouvons-nous cependant espérer tirer un utile parti dans notre campagne contre la dépopulation, des concordances que nous venons de voir se manifester clairement entre la possession d'importants communaux spécialement de forêts et la fixité de la population ? Nous ne pensons pas qu'en l'état actuel des esprits en Lozère, nous puissions profiter de cet état de choses. Il nous faudrait, en effet, pour cela persuader aux communes qu'elles ont un intérêt puissant à la conservation de leur patrimoine et à la transformation de leurs vaines pâtures en reboisements. Malheureusement le reboise-

ment ne se fait pas en un jour, il est long et coûteux et offre le gros inconvénient de priver du pâturage, c'est à dire de leur plus grande source de revenus, les moins riches de la commune. Pour obtenir un résultat heureux en 1950 nous commencerions en 1914 par activer le dépeuplement de certaines régions.

D'un autre côté, nos communes sont pauvres et dans l'impossibilité d'augmenter par voie d'acquisition leur patrimoine indivis. Le pourraient-elle d'ailleurs qu'elles ne le feraient pas. Partout, en effet, se fait jour le désir de partager les communaux et de couper la forêt ; tout ce que nous pouvons espérer c'est donc, en dehors de quelques cas exceptionnels, le maintien de l'état de choses actuel.



CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de cette courte étude, et, au moment de lui donner une conclusion générale, nous éprouvons une grande hésitation.

La dépopulation qui afflige si profondément notre Lozère affecte l'allure d'un de ces phénomènes naturels irrésistibles, contre lesquels toute force humaine est impuissante. Il semble qu'il est aussi chimérique d'espérer l'arrêter, ou même la ralentir dans de sérieuses proportions, qu'il serait fou de tenter d'imposer une règle aux vents ou à la pluie.

Parmi les innombrables causes de dépopulation, que nous avons vues à l'œuvre, certaines offrent bien prise à notre action ; mais les plus importantes nous échappent totalement ; nous ne pouvons attendre la guérison que d'un changement radical dans les idées et les mœurs, non seulement de notre région, mais de la France entière.

Et s'il n'est pas chimérique d'espérer qu'un jour viendra où ce changement s'effectuera (plusieurs fois déjà aux cours des siècles, aux ^{xii}^e, ^{xiii}^e et ^{xiv}^e, le Gévaudan a subi des crises de dépopulation et est guéri), si donc, dis-je, il est permis d'espérer un chan-

gement, rien ne nous permet de penser qu'il soit proche, et nous devons, en attendant que les siècles fassent leur œuvre, essayer de parer du mieux qu'il nous sera possible et dès maintenant aux conséquences de la crise.

Nous venons de voir que nous ne pouvons pas attendre grand chose de l'utilisation des biens et des forêts communaux.

Allons-nous être plus heureux avec les œuvres sociales et agricoles ? Pouvons-nous espérer que sous leur utile influence nous verrons reculer la dépopulation ?

Nous le pensons pas.

Nous avons passé en revue les unes après les autres les diverses initiatives qui sur le terrain des industries rurales ont eu pour but d'améliorer la condition de l'ouvrier lozérien. Elles sont admirables, certes, par l'esprit de dévouement et de charité qu'elles révèlent ; et nous nous garderons bien d'en faire fi. Elle peuvent rendre, et rendent déjà, dans certains cas, d'importants services. Mais ce n'est pas d'elles que viendra un ralentissement sensible du dépeuplement. Elles ont elles-mêmes une existence trop précaire et leur champ d'action est forcément trop limité.

Les œuvres agricoles : syndicats, mutualités, etc... peuvent, elles, tout comme les tentatives d'enseignement professionnel ou ménager, avoir une influence bien plus importante, car elles ne visent pas seulement le côté économique de la dépopulation : elles tendent à créer un état d'esprit favorable au retour

à la terre. Elles sont vraiment éducatives et moralisatrices ; ce sont des armes excellentes pour combattre un mal dont les causes sont avant tout morales.

Oui, c'est de remède d'ordre moral que nous devons attendre la guérison et, au premier rang, se place la renaissance religieuse, c'est-à-dire catholique, dont tout le monde commence à sentir la nécessité. Si les initiatives privées que nous avons indiquées ont eu d'heureux effets c'est parce que toutes s'appuient sur le sentiment religieux.

C'est que la religion est la grande éducatrice, la pierre angulaire de la civilisation.

En dehors de ses nobles disciplines, l'homme va tout droit à la satisfaction de ses instincts et à un égoïsme où sombre la race.

Ce sont les peuples religieux qui sont les peuples forts, prolifiques et prospères.

Un sentiment profond des nécessités nationales ravive de nos jours le culte des traditions chrétiennes. On peut attendre d'un mouvement dont le courant se dessine nettement une renaissance de ces individualités morales que sont nos provinces françaises.

C'est donc sur une pensée d'espérance que nous terminerons. Car après le long hiver que nous venons de subir, ce printemps sacré de la petite patrie ne manquera pas de refleurir.

*Multa renascentur quae jam cecidere, cadentque
quae nunc sunt in honore.*

FIN

Vu :

Le président de la thèse,

A. SOUCHON.

Vu :

Le doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — La Lozère. — Aperçu géographique et historique. — Sol, climat, production...	5

PREMIÈRE PARTIE

Etat démographique de la Lozère : La dépopulation au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle.

CHAPITRE I. — Etat actuel de la population Lozérienne.....	23
— II. — Modifications subies au cours des soixante dernières années.....	34

DEUXIÈME PARTIE

Les causes de la dépopulation : La baisse de la natalité et l'émigration. Les conséquences de la dépopulation.

CHAPITRE I. — La diminution de la natalité.....	51
— II. — L'émigration, son importance, ses causes.....	60
— III. — La crise de la main-d'œuvre agricole. L'enquête du « Soc ».....	75

TROISIÈME PARTIE

Les remèdes.

CHAPITRE I. — Les palliatifs : Machinisme et changements culturels.....	87
I. Le machinisme agricole en Lozère.....	87
II. Les changements culturels.....	92

—	II. — Les remèdes d'ordre moral : Enseignement, Conférences, Semaines rurales.....	96
	I. Modifications dans l'esprit de l'enseignement primaire.....	97
	II. L'enseignement ménager en Lozère.....	102
	III. Les Conférences, les Cercles.....	105
—	III. — La lutte contre le chômage	113
	I. La lutte contre le chômage d'été. Les migrations temporaires dans le Midi viticole... ..	114
	II. La lutte contre le chômage d'hiver.....	118
	L'Association Dentellière Lozérienne... ..	119
	Le Jouet Lozérien.....	123
	Les perles soufflées	131
	Les tissages à la main	134
—	IV. — Les œuvres agricoles.....	138
	I. Les Syndicats agricoles	138
	II. Les Mutualités	140
	III. Le Crédit agricole	141

QUATRIÈME PARTIE

*Les biens communaux et les variations de la population.
La forêt et les hommes.*

Les biens communaux et les variations de la population ..	147
La forêt et les hommes.....	150

CONCLUSION	161
------------------	-----

